

REVUE SUD-AMÉRICAINE

PUBLICATION BI-MENSUELLE

POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET COMMERCIALE
DES PAYS LATINS DE L'AMÉRIQUEParaissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois.

ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois.
Europe.	60 fr.	30 fr.
Amérique	16 \$	8 \$

Un numéro : 2 fr. 50

Distribution gratuite aux salons de lecture, aux établissements publics, à la presse, bourses et syndicats de commerce, etc., etc.

La Revue compte parmi ses collaborateurs plusieurs des principaux hommes de lettres de l'Amérique latine.

Elle reçoit directement de la plupart des gouvernements latino-américains les documents et renseignements d'intérêt public.

DIRECTEUR :

P.-S. LAMAS, ex-Consul et Secrétaire de légation de 1^{re} classe.

Adresser la correspondance, rue Keppler, 12, Paris.

ON S'ABONNE :

En EUROPE : dans tous les bureaux de poste, sans augmentation de prix.
En AMÉRIQUE : chez les Agents, ou en s'adressant au Directeur.

Annonces : 1 fr. 50 la ligne.

Chaque numéro aura de 16 à 48 pages selon l'abondance des matières.

*M. le Dr Andrés Lamas, publiciste sud-américain, a pris à sa charge la section du Rio de la Plata.**L'administration de cette feuille lui a été également exclusivement confiée dans cette partie de l'Amérique. — Son adresse : Buenos-Aires, rue de la Piedad, 255.*

SOMMAIRE

La loi agraire de Rivadavia (Bernardino Rivadavia, président de la république argentine, 1826-1827), par Andres Lamas, page 33. — Race latine, par J.-M. Torres Caicedo, ministre du Salvador, membre correspondant de l'Institut de France, page 36. — Le capital de la banque de la province de Buenos-Aires, page 39. — Notice géographique, économique, et industrielle sur les États-Unis de Colombie, page 41. — Courrier d'Amérique, page 43. — Courrier d'Europe, page 45. — Revue économique, page 45. — Revue financière, page 46. — Revue commerciale, page 52. — Arts, sciences et faits divers, page 54. — Mouvement maritime, page 55. — Annonces, page 56.

La loi agraire de Rivadavia.

(Bernardino Rivadavia, Président de la République Argentine, 1826-1827.)

On peut dire que Rivadavia, devant les progrès et les conquêtes scientifiques de son siècle, a été, de tous les hommes d'État du Nouveau-Monde, le seul à comprendre qu'il était nécessaire, pour l'organisation des nouvelles collectivités sociales qui se groupaient dans les vastes déserts de l'Amérique, d'utiliser l'expérience de nos prédécesseurs dans les vieilles sociétés européennes.

La question agraire, dès l'époque reculée de l'empire romain, a été la source sans cesse renaissante de graves difficultés, de troubles et de dangers pour la tranquillité et pour le bonheur publics. Aujourd'hui encore, en Europe, en Irlande et ailleurs, nous la voyons se poser comme un problème redoutable dont les gouvernements, les philosophes et les économistes cherchent en vain jusqu'ici la solution définitive.

Or, ces troubles, ces perturbations profondes n'ont d'autre cause qu'un vice fondamental dans l'organisa-

tion première : l'appropriation individuelle de la terre.

Partir du même point pour organiser les pays et les sociétés de ce monde que nous n'appelons le Nouveau-Monde que parce qu'il est venu le dernier dans l'arène de la civilisation, ce serait les condamner d'avance à ces mêmes troubles, à ces mêmes difficultés et aux dangers perpétuels dont nous venons de parler. Et sans contredit ce ne peut être là, dans l'ordre social universel, dans le perfectionnement graduel et continu de l'humanité, le rôle et la mission de nos jeunes sociétés américaines.

La loi agraire argentine de Rivadavia faisait disparaître tous les dangers que fomentait l'organisation des sociétés européennes.

Elle supprimait, en effet, l'appropriation individuelle de la terre, et déracinait du même coup, et définitivement, l'arbre si vigoureux et si dangereux du *féodalisme*. En substituant à la pluralité des impôts, dont il est si difficile d'obtenir une équitable répartition, un impôt unique qui ne serait autre, nous le verrons plus loin, que le revenu, le produit même de la terre, on arriverait à détruire toutes les entraves qui arrêtent l'essor et le développement du commerce et de l'industrie.

Supprimez les germes du *féodalisme* et du privilège, cette conséquence inéluctable de l'appropriation individuelle de la terre, détruisez les barrières imposées aux transactions, et les seules inégalités qui subsisteront dans l'organisation sociale seront exclusivement celles qui proviendront toujours de la différence des aptitudes chez les individus, de leur travail et de leurs efforts personnels.

Sur cette base, et développant pratiquement ces principes, Rivadavia voulait introduire dans l'organisation de son pays la plus radicale mais la plus heureuse innovation sociale. Or ce n'était que dans notre Amérique, dont les terres étaient ou inoccupées ou se conservant, dans la presque totalité du pays, en propriété commune, que cette expérience pouvait passer dans le domaine de la réalité, sans lutte, sans perturbations, sans éventualités dangereuses.

En réalisant et en fondant sur des bases solides cette

révolution, on eût doté pour jamais l'Amérique de l'idéal de la perfection sociale.

C'est après avoir étudié avec la plus grande attention, sous tous les aspects, dans toutes ses conséquences et ses relations, l'*emphytéose perfectionnée de Rivadavia*, que j'ose faire, avec la plus profonde et la plus sincère conviction, la déclaration que l'on vient de lire.

Rivadavia est arrivé dans son travail à concilier l'*emphytéose avec toutes les conditions utiles et profitables de la propriété privée de la terre, en en écartant tous les inconvénients*.

Je dois ajouter, en rendant hommage à la fois à la République Argentine et à Rivadavia lui-même, que ce résultat ne fut pas dû au hasard seul.

On avait pesé scrupuleusement, d'après d'éminents écrivains, les inconvénients comme les avantages de l'appropriation individuelle de la terre. On avait cherché à concilier ensemble les bienfaits résultant de l'émulation féconde qu'établit la propriété privée, et le salubre principe de la propriété commune de la terre. Et ce n'est qu'après ces études suivies et de profondes méditations, que la loi agraire de Rivadavia avait été acceptée.

Le commentateur le plus distingué et le plus convaincu de cette loi fut le docteur Julian S. de Agüero, intelligence supérieure qui avait saisi la raison d'être et toute la portée de la nouvelle organisation.

Malheureusement, les questions soulevées par la politique passionnée du moment ne permirent pas à ce vaste et patriotique projet de se faire jour, de se populariser, d'entraîner l'opinion publique et de triompher, ce qui serait arrivé bien certainement si Rivadavia, et à sa suite le groupe distingué d'hommes politiques qui l'entouraient, n'avaient été obligés, peu de temps après, de quitter la scène politique de leur pays. Ils furent remplacés justement par les hommes qui représentaient à cette époque la réaction contre les idées de Rivadavia et contre ses plans d'administration publique. Aussi non seulement la loi sur l'*emphytéose perfectionnée* tomba dans l'oubli, non seulement on commença à vendre les terres concédées par contrats emphytéotiques, mais bien plus, sous l'influence d'une réaction passionnée et à l'outrance, on alla jusqu'à récompenser les services militaires par des concessions de terrains, à l'exemple de ce que faisaient anciennement les Romains pour les légions.

La législation première, avec la force que donne l'habitude et l'appoint de la ligue des intérêts privés qu'elle-même entretenait, prenait de nouveau ~~la~~ ^{la} première place, appuyée d'ailleurs qu'elle était sur l'autorité scientifique de l'Europe, dont nous avons toujours suivi l'exemple.

En cette matière, cependant, tout, en Amérique, devrait nous en écarter. Le point de départ, les considérations fondamentales, sont chez nous tout à fait opposés à ceux de l'Europe.

En Europe, l'appropriation individuelle de la terre est un fait accompli depuis des siècles; c'est un fait irrévocable sur lequel il n'y a plus à revenir. Toute l'organisation sociale européenne a pour base ce mode de propriété, cette division de la terre; on ne saurait y toucher sans ébranler tout cet édifice élevé successivement par la féodalité, par l'esprit de caste, par les privilèges, et par la hiérarchie monarchique.

Notre point de départ à nous, c'était la terre inoccupée ou possédée en commun: il était aisé, en mettant à profit l'expérience des vieilles sociétés, ébranlées et

malades, d'organiser une société nouvelle sur les bases naturelles de l'égalité humaine et de la distribution de la richesse au prorata des services réciproques.

Il est suffisant, ce nous semble, d'avoir établi la différence entre les deux points de départ, pour démontrer clairement que, pour la solution de ce problème social, comme de bien d'autres, la science de l'Europe ne peut être pour nous autres Américains, un guide sûr et compétent.

Dans le but, louable d'ailleurs, de défendre l'ordre social contre les attaques et les exagérations du communisme, elle a cherché en Europe, en multipliant les efforts, en accumulant les arguments, plus ou moins spécieux, à soutenir le principe social et économique de l'appropriation de la terre. Mais l'idéologie n'est pas la médecine et les raisonnements sont impuissants à détruire le germe morbide qui mine l'organisme; aussi la science moderne commence à s'apercevoir qu'elle a fait fausse route et cherche ailleurs les moyens de résoudre ce problème, et elle l'étudie sous d'autres aspects.

Après avoir trouvé des solutions illusoire, elle se tourne aujourd'hui vers les diverses formes et les principes basés sur le contrat emphytéotique.

Stuart Mill, après lui Laveleye, et surtout Paul Leroy-Beaulieu, cet énergique champion de l'ordre social en Europe, ainsi que d'autres éminents économistes, ont admis déjà l'utilité, au moins en certains cas, de substituer l'*emphytéose perfectionnée* à la propriété perpétuelle de la terre. Mais personne jusqu'ici mieux que Rivadavia dans sa loi agraire, n'avait établi ce système sur des bases aussi solides par rapport aux exigences du développement de la culture et aux principes de l'équité.

Peut-être un jour, grâce aux modifications naturelles et successives qu'y apporteront les applications locales, cette loi deviendra-t-elle la loi de l'avenir en matière de propriété et d'utilisation sociale de la terre.

Quelques disciples de Stuart Mill, convaincus de l'utilité de la nationalisation de la terre, avaient fondé en Autriche la *Land tenure reform league of Victoria*, société qui avait pour but d'obtenir de l'État qu'il cessât la vente des terres publiques et ne les cédât plus que par contrats emphytéotiques. Le prospectus de cette société (circulaire du 5 janvier 1872) n'est qu'un résumé des arguments contre l'appropriation individuelle de la terre, qui justifient les idées et les plans pratiques de M. Bernardino Rivadavia sur les terres publiques de son pays (1826-1827).

A Java, à la Nouvelle-Zélande, ces principes ont été appliqués; on donne la terre publique en emphytéose pour 75 ans à Java, pour 14 ans dans la Nouvelle-Zélande. Les contrats sont renouvelables pour un terme égal, mais à *canon* double.

Laveleye, critiquant le mode de cession des terres aux États-Unis, en Australie, et au Canada, écrit:

« Au lieu de les aliéner à perpétuité, il serait plus avantageux, selon eux, de les concéder à temps, par une sorte de bail emphytéotique pour 99 ans, par exemple, pour 150 ans même, si on trouve le premier terme trop court. Au bout de ce laps de temps, l'État rentrerait en possession de terres améliorées et ayant une grande valeur; il pourrait les concéder de nouveau pour une période de 99 ans; l'État tirerait ainsi des redevances considérables de la terre; il absorberait, au bout d'un certain temps, la presque totalité de ce que les économistes appellent la rente du sol, c'est-à-dire la partie du revenu net qui représente la fécondité naturelle et primitive de la terre et qui est distincte de l'intérêt du

capital ou des bénéfices du cultivateur. Cette méthode de concession par bail emphytéotique serait un moyen d'établir l'impôt unique et de supprimer toute cette variété de taxes qui sont accompagnées de tant de vexations et de déperditions de force sociale. Il n'y aurait d'ailleurs, aucun inconvénient à l'application de cette théorie, car on pourrait édicter que les concessions emphytéotiques devraient être renouvelées vingt ans avant leur expiration ; de cette façon la culture ne serait jamais entravée. »

M. Leroy-Beaulieu, après avoir reproduit cette opinion de Laveleye, dit :

« Nous n'hésitons pas à nous déclarer partisan de cette méthode pour les contrées où une partie du territoire est encore inoccupée. Les États-Unis et l'Australie pourraient éviter aux générations à venir toutes les difficultés financières et tous les embarras économiques contre lesquels luttent les peuples contemporains. Le nombre et l'activité des *settlers* ne diminueraient pas par cette substitution de concessions pour 99 ans ou pour 150 ans aux concessions perpétuelles. Ce serait la réalisation de l'impôt unique sur la terre ¹. »

N'est-ce pas là, pour le principe qui fait la base de la loi agraire de Rivadavia, un triomphe complet et indubitable ? Il triomphera de même partout dès que le texte de sa loi et les travaux de ses commentateurs seront connus des économistes qui cherchent dans l'emphytéose le moyen d'éviter les difficultés contre lesquelles se heurtent les nations de notre époque.

Les baux emphytéotiques pour 99 ou pour 150 ans, comme les propose M. Laveleye, ou comme les accepte M. Paul Leroy-Beaulieu, ne sont pas bien calculés et ne répondent pas à tous les besoins et à toutes les exigences sociales.

Si les économistes qui acceptent le principe ont posé de si long termes, c'est qu'il leur paraît nécessaire — et c'est ainsi qu'ils les justifient — de donner aux efforts de ceux qui s'attachent à cultiver la terre et à l'améliorer, une certaine stabilité.

Dans le système de Rivadavia, ce but est atteint d'une manière plus satisfaisante. Le bail n'est guère que de 20 ans ; mais il peut être renouvelé tous les 10 ans. Le droit au renouvellement est illimité ; le fermier peut céder librement ses droits à un ou à des tiers. C'est de la sorte, comme nous nous plaisons à le répéter, que le système de l'éminent Argentin, dont le souvenir est à juste titre cher à ses concitoyens et à l'Amérique, conciliait l'emphytéose avec toutes les conditions utiles et profitables de la propriété privée de la terre en écartant tous les inconvénients.

Par cette forme de l'emphytéose, qui est celle préconisée par Rivadavia, on obtient tous les heureux résultats de la propriété individuelle à perpétuité, et on donne satisfaction en même temps aux droits de la société, restés jusqu'aujourd'hui sans satisfaction, quoique à vrai dire, les droits de la propriété sociale soient aussi sacrés que ceux de la propriété individuelle.

M. Laveleye dit que l'État, en rentrant en possession des terres améliorées, à l'échéance des baux emphytéotiques (99 ans ou 150 ans) tirerait des redevances énormes de la terre et qu'il absorberait ainsi, au bout d'un certain temps, la presque totalité de ce que les économistes appellent la rente du sol, c'est-à-dire la partie du revenu net qui représente la fécondité natu-

relle et primordiale de la terre, revenu distinct de l'intérêt du capital ou des bénéfices du cultivateur. A son avis, ce serait le meilleur moyen d'établir l'impôt unique.

Je ferai remarquer, en passant, qu'il existe, à côté des facteurs de la rente de la terre signalés par M. Laveleye, c'est-à-dire à côté du capital et du travail de l'agriculteur, un troisième facteur : le capital et le travail social, le capital et le travail de la collectivité.

M. Wolowski le reconnaît dans la phrase suivante : « La rente n'est donc pas seulement la conséquence de la production agricole, mais surtout le résultat du progrès économique de la société ¹. »

Ce côté de la question est un point capital ; je veux donc l'éclaircir par deux exemples pris dans ce pays et que j'exposerai simplement.

Pour démontrer que le revenu d'une terre peut s'accroître et sa valeur augmenter sans l'aide des deux facteurs : capital et travail individuel du propriétaire, supposons un terrain qui n'a reçu aucune espèce de culture, dont le propriétaire n'a fait aucun usage, mais qui en revanche se trouve à proximité d'un grand centre d'activité industrielle et commerciale. Ce terrain, inculte, abandonné, a certainement une valeur, et cette valeur augmente de jour en jour.

Quelle est la cause de cette plus-value ? Est-ce le capital, le travail individuel ? Evidemment non, puisque la propriété est inculte. Cette plus-value provient du progrès social de la collectivité.

Voyez cette autre terre traitée de même par son propriétaire mais située dans telle autre localité où l'influence du progrès social ne peut se faire sentir. Elle aura toujours un prix inférieur, presque toujours à peu près nul.

Il est donc hors de doute que la plus-value croissante du premier terrain est la conséquence du progrès, du travail, du mouvement de la collectivité sociale. Tous les habitants, chacun dans son rang, chacun dans sa sphère, ont contribué à la formation de cette valeur, de ce capital, synonyme de revenu, puisque ce terrain, dans sa situation topographique, englobé qu'il est dans ce mouvement commercial et industriel, est susceptible de l'acquiescer. L'homme politique, le philosophe, l'écrivain public ; le magistrat qui en distribuant la justice, assure à chacun la jouissance de ses droits civils ; le soldat qui protège l'ordre et la sécurité publique ; le négociant qui s'occupe de l'approvisionnement de la collectivité et de l'échange des produits ; l'industriel qui transforme les matières premières et leur donne une nouvelle valeur ; le prolétaire qui emploie aux travaux manuels ses bras ou son intelligence ; tous les membres de la collectivité sociale, en un mot, depuis le vieillard prêt à quitter le monde jusqu'à l'enfant qui y entre, ceux qui produisent comme ceux qui consomment, ont eu leur part dans ce résultat, dans cette plus-value.

La chute de Rosas qui eût pour conséquence le rétablissement de l'inviolabilité des droits naturels et sociaux, l'ouverture du Rio de la Plata et de ses grands affluents aux échanges internationaux : aux hommes, à la science, aux capitaux, augmenta considérablement, et en peu de temps, la valeur et par contre-coup les revenus de toutes les terres de Buenos-Aires.

Beaucoup des grands propriétaires du pays, loin d'avoir contribué à la chute du tyran et à l'œuvre fé-

¹. *Traité de la science des Finances*, par M. Paul Leroy-Beaulieu. — Paris, 1877. — Tome I^{er}, page 65.

¹. *Journal des Economistes*, 2^e série, 3^e année, t. 10, p. 73.

conde du rétablissement de toutes les libertés publiques, s'étaient montrés hostiles aux efforts des libéraux de la Plata, et s'étaient rangés, en donnant leur appui soit moral, soit matériel, du côté de Rosas, dont le système gouvernemental était l'ennemi de tout progrès et par conséquent de toute mise en valeur de la richesse publique. Et cependant ces mêmes grands propriétaires, sans qu'il leur en coûtât un centime ni le travail d'une heure, virent augmenter prodigieusement leur fortune.

Ce résultat, qu'ils avaient tout fait pour entraver, loin de le faciliter, cette plus-value était la conséquence naturelle et logique des efforts et de l'abnégation, des peines et du sang de deux générations de patriotes, de deux générations de combattants et de martyrs.

Nous serons à même bientôt d'avoir sous les yeux un exemple non moins frappant de cette vérité.

L'édification de la capitale de la province de Buenos Aires, les travaux d'amélioration du port de l'Ensenada vont produire une plus-value pour les terrains voisins. A quel titre les propriétaires de ces terres bénéficieront-ils de cette augmentation de valeur? Normalement elle est l'œuvre du capital et du travail social.

Le système emphytéotique de Rivadavia donnait à chacun ce qui lui revenait légitimement. L'individu était maître exclusif des produits de son capital et de son travail; mais la société, elle, percevait le produit, incontestablement très légitime, de l'activité et du capital collectifs.

Rivadavia arrivait à ce résultat par le moyen simple et équitable du *canon mobile* ou du renouvellement périodique du bail emphytéotique. Tous les dix ans, par exemple, un jury composé des habitants voisins de la localité déterminait la valeur de la terre. Le *canon* absorbait l'intérêt proportionnel à l'augmentation de valeur qu'avaient produite les progrès réalisés par le capital et par les efforts sociaux; c'est la collectivité qui en profitait, en même temps que le propriétaire emphytéotique restait en possession de tout ce qui légitimement était sa propriété personnelle.

Quant aux terres publiques, Rivadavia rétablissait les droits de la propriété sociale. En dehors de ces droits, il n'y a que privilège ou communisme, parce que le véritable titre de la propriété, c'est *le travail*; le communisme ne tient pas compte de ce titre et autorise la propriété et la jouissance de ce qui n'est pas le résultat du travail et des aptitudes personnelles.

Le renouvellement à courte échéance du bail emphytéotique et le *canon mobile* sont les moyens pratiques d'arriver au but que veut atteindre M. Laveleye, et l'impôt unique qui découlait naturellement de l'absorption par l'État de sa part dans le produit de la terre, ne peut avoir une forme de perception plus équitable, plus logique et plus opportune.

D'autre part, la valeur de la terre augmentant graduellement, le renouvellement à courte échéance des baux emphytéotiques est indispensable pour empêcher que le temps ne porte atteinte à l'égalité sociale. Un bail et un *canon* uniformes avec une durée de 99 ou de 150 ans ne répondraient pas aux visées et aux besoins d'une société fondée sur le système emphytéotique.

Le jour où le système agraire argentin de 1826 sera étudié et connu dans le monde scientifique, Rivadavia occupera à jamais une place d'honneur parmi les grands économistes de son siècle.

Quant à l'Amérique, si cette législation avait survécu à la présidence de Rivadavia, la République Argentine serait probablement aujourd'hui un bel exemple, aux

yeux du monde, d'une grande nation sans impôts et dont les ressources budgétaires ne seraient autres que les revenus des terres, défalcation faite de la portion de ces revenus qui représente normalement l'intérêt du capital, le produit des efforts d'amélioration et la rémunération du travail, en un mot de tout ce qui revient de droit aux particuliers dont le nombre est relativement restreint, et qui, cependant, à l'heure actuelle, peuvent s'approprier, à vil prix, les terres publiques.

M. Paul Leroy-Beaulieu, après s'être déclaré partisan du système emphytéotique dans les pays possédant de grandes étendues de terres incultes, persuadé qu'on peut éviter ainsi les difficultés avec lesquelles sont aux prises les nations contemporaines, s'écrie :

« Quittons ces contrées éloignées, avec lesquelles les nôtres n'ont aucune analogie, puisque la propriété perpétuelle y existe depuis un temps immémorial sur toute l'étendue du territoire. »

Cette phrase a été sans doute écrite sous l'empire d'une certaine amertume. Cette amertume, je la comprends et je la partage en songeant qu'on est en train de fermer aux générations américaines le chemin même que la science européenne nous indique et que le génie de Rivadavia nous avait ouvert pour éviter un mal dont souffre l'organisme européen.

Que M. Leroy-Beaulieu nous permette de lui dire qu'il ne peut lui être permis de localiser son intelligence et sa science; que dans ces pays d'Amérique où son nom est déjà fort connu, son autorité est sans cesse invoquée, et que par là même il nous doit son concours lorsqu'il s'agit d'un système dont il s'est déclaré partisan pour les pays, comme la Plata, qui ont encore de vastes territoires sans population.

Nous avons besoin de l'appui des lumières et de la science de l'Europe; nous les lui demandons.

ANDRÉS LAMAS

Buenos-Aires, 1882

Race latine ¹

Puisque nous sommes encore éloignés des temps où l'humanité sera ce qu'elle doit être, une grande famille de frères; puisque le monde est divisé en races ² et nationalités, et que l'on parle tant de la prépondérance de quelques races, faisons un rapide examen des titres de la race latine. Commençons pour cela dès le début de la grande ère chrétienne.

Cette race a régné pendant dix-huit siècles, produisant presque exclusivement la civilisation actuelle: dès le commencement de notre ère, ce fut elle qui prêcha et propagea le christianisme. Lorsque l'empire romain tomba sous les coups des barbares, elle civilisa les conquérants, les convertit à sa religion, leur fit abandonner leurs barbares traditions. Au moyen âge, elle sauva l'Europe du cimetière mahométan et du dogme énervant de la fatalité, plus funeste que le cimetière; elle soutint en Espagne la lutte la plus acharnée dont l'histoire fasse mention entre une race et une autre race, une religion et une autre religion. Au début de l'histoire moderne, nous la voyons luttant contre le mahométisme, protégeant la race germanique. A

1. Extrait de l'ouvrage de M. Torres-Cañedo: *Mis Ideas y mis Principios*.

2. Nous employons le mot *race*, bien qu'il ne soit pas rigoureusement exact, pour suivre l'esprit et le langage de convention qui domine aujourd'hui. Nous avons taché de faire la distinction entre races et nationalités, dans notre étude sur les nationalités.

l'époque de la Renaissance, elle rayonne de toutes les gloires.

La race latine fonda l'unité de l'empire romain, préserva la civilisation des coups des barbares, conserva les sciences et les lettres à l'époque de la décadence, dans la nuit du moyen âge, organisa la ligue entre les barons et le peuple pour mettre à la raison les rois spoliateurs, de même que plus tard elle organisa une ligue entre les rois et les peuples pour mettre un frein aux abus des seigneurs.

C'est à la race latine que l'on doit les premiers pas faits en Italie pour l'établissement des gouvernements réguliers; c'est à elle que revient l'honneur d'avoir répandu sur toute la terre la théorie sublime des droits de l'homme.

Il fut un temps où les nations de la race latine, et surtout parmi elles l'Espagne, fatiguèrent la Renommée par leurs hauts faits et exécutèrent les actes les plus glorieux de l'histoire moderne. L'Espagne chasse l'Ottoman, protège l'Allemagne; les fils de la Lusitanie foulent la terre des parfums et les Castillans pénètrent chez les jeunes filles du soleil.

Au seizième siècle, on voit partout l'Espagnol victorieux: il promène ses glorieux étendards à travers l'Allemagne, la Grèce, l'Italie.

Au siècle dernier, la Révolution de 1789 jette les bases de l'organisation de l'avenir, après que les armes de la France ont aidé à constituer la république anglo-saxonne au delà de l'Atlantique. Un peu plus tard, toutes les nations du continent sont soumises à l'influence, au pouvoir et aux lois d'une nation latine. Trente et quelques années de repos n'ont pas énérvé la force d'initiative de cette race. Pendant la paix, elle agit par les livres, et quand sonne l'heure de la guerre, elle se montre ardente, irrésistible, victorieuse, soit pour arrêter en Orient l'injuste conquête du géant slave, soit pour déloger du Midi le dur tudesque. La race latine lutte au sein du Céleste Empire: elle pénètre au cœur de l'empire annamite.

C'est chez les peuples de cette race que domine le principe d'égalité, principe fondamental, d'où dérivent tous les progrès dans la science politique et sociale, qui produit cette vive impulsion que l'on nomme spontanéité, pousse aux plus grandes entreprises, fomenté les plus nobles sentiments. C'est parmi ces peuples qu'il faut chercher les codes les plus parfaits. Les peuples peuvent marcher bien ou mal avec des institutions politiques vicieuses; mais ils ne peuvent vivre s'il leur manque de bonnes lois civiles.

En littérature, en poésie, en peinture, en musique, en statuaire, quelle est la race qui dispute la palme à la race latine?

Et quels noms, quelles belles figures on voit briller parmi les peuples de cette noble race! Les Apôtres, saint Augustin, saint Thomas, saint Vincent de Paul, saint Bonaventure, César, Trajan, les rois catholiques, Galilée, Michel-Ange, Colomb, Vasco de Gama, Cortez, Louis XIV, Bolivar, etc., etc. Et notons en passant que seule la race latine possède de véritables chants épiques, ou qui le sont jusqu'à un certain point, entre autres ceux de Virgile, du Dante, de l'Arioste, du Tasse. — Virgile, cet aimable chantre des douces des champs, poète de l'amour, de l'espérance et de la gloire, même dans l'infortune; Dante, le poète philosophe, politique et prophète dont l'œuvre s'appela de son temps l'Apocalypse de la société laïque; le Tasse, cette personnification du poète tel que le conçoit le peuple: tantôt chantant les hauts faits de la plus vaste entreprise du moyen âge, tantôt nous charmant par ses strophes pleines de l'amour le plus ardent, le plus pur et le plus infortuné; aujourd'hui gisant dans ce Pandémonium où tout lui échappe, jusqu'à la pensée; demain couronné au Vatican; Pétrarque, ce précurseur de J.-J. Rousseau, comme le nomme E. Quinet, le solitaire de Vaucluse, le « véritable René » que distingue l'inconstance dans les passions, et qui va cherchant partout la vérité avec une sainte ardeur; Arioste, « dont le poème est l'image de l'esprit humain à l'époque de la Renaissance. »

Le colosse de la littérature allemande, Goethe, dit, dans sa correspondance avec Zeit, que c'est en Italie, par son con-

tact avec les grands génies de la race latine, que son propre génie se révéla à lui-même et prit une direction marquée.

M. Moult, dans son beau livre dont nous avons parlé en plusieurs occasions¹, reconnaît tous les titres de grandeur qui appartiennent à la race latine; et il ne pouvait en être autrement, car cet écrivain est familiarisé avec l'histoire; mais entraîné par son irrésistible amour pour la race anglo-saxonne, il prétend que la race latine est tombée au dix-neuvième siècle au dernier degré de l'abaissement. « Le triomphe définitif du Saxon et de l'Anglo-Saxon date de 1814, c'est-à-dire de la chute de Napoléon. »

Mais M. Moult convient que le passé appartient tout entier à la race latine; il convient que cette race possède « par excellence les caractères de la création, de la force, de l'intelligence, de la passion, les plus beaux traits de la physionomie humaine. La famille latine est composée d'artistes, d'agriculteurs. Le Latin a pour patrimoine le génie vif et pénétrant, la parole ardente, l'art oratoire, la poésie, l'invention, tout ce qui demande une langue de feu, la richesse des images et du coloris. La race latine est catholique; elle appartient à cette religion du passé et de l'avenir, la seule parfaite et véritable. Les Espagnols et les Français construisent des palais et des temples magnifiques. L'Espagne a élevé dans les deux mondes des travaux gigantesques. La France et l'Italie étalent d'innombrables merveilles. La race latine compose à elle seule la plus grande partie de l'histoire de l'Europe et de la civilisation. »

Voilà tout ce que dit M. Moult à la louange de la race latine, non pas dans un seul paragraphe, mais en diverses pages de son livre, et, après ce pompeux et juste éloge, il affirme que la race latine « est arrivée au dernier degré d'abaissement dans le dix-neuvième siècle, et que le Saxon et l'Anglo-Saxon ont triomphé définitivement depuis 1814. »

Comme il l'avoue, le passé appartient à la race latine; ainsi qu'il l'affirme dans ce que nous venons de transcrire, cette race a toutes les qualités qui la font et doivent la faire maîtresse de l'avenir: création, force, intelligence, passion, parole ardente, richesse d'imagination, volonté de fer; en outre sa religion l'entraîne à la conquête de cet avenir; mais s'il en est ainsi, comment expliquer le prétendu triomphe définitif du Saxon et de l'Anglo-Saxon? ce prétendu abaissement du Latin? Comment peut-on justifier une pareille assertion, contraire à tout ce qu'établit l'auteur de l'*Essai*, et surtout à ce qu'enseignent les faits contemporains, quand le même écrivain dit: L'Anglo-Saxon a vaincu le Latin; mais il n'a pas pris sa place, et ne s'est pas emparé de son génie créateur, élevé! »

Si le vainqueur n'a pas vaincu, le battu n'est pas en déroute. Si le prétendu vainqueur ne possède ni « le grandiose, ni le monumental; si l'Anglo-Saxon s'isole de la communauté universelle et sépare sa nation de la communauté historique; s'il ne sacrifie son existence ni à un fait antérieur, ni à une vue postérieure, ni aux gloires du passé, ni aux espérances de l'avenir, » — quels sont les titres, quelles sont les qualités de ce vainqueur définitif? Quels moyens possède-t-il d'assurer son prétendu triomphe, surtout lorsqu'il a en face de lui un rival qui possède toutes les qualités, toute la force qui poussent en avant?

Cependant M. Moult assure: « que la victoire de la race anglo-saxonne (qui, d'après ses calculs, date de 1814) a tous les caractères d'une victoire définitive, permanente (et le pouvoir militaire et la Crimée?) la force navale (et les révélations de sir Ch. Napier?), l'illustration (ne se trouve-t-elle que chez les Anglo-Saxons?), les institutions politiques (parmi lesquelles il faut louer le régime du privilège, la vénalité du suffrage, etc.), la richesse, les possessions territoriales (aussi florissantes que la Jamaïque, aussi heureuses et aussi paisibles que l'Inde et l'Irlande), les peuples qui lui sont soumis (mais n'en sont pas contents). »

M. Moult dit: « Il y a dans le monde six grandes puissances: deux anglo-saxonnes, deux saxonnes, une slave, une latine! »

1. *Ensayo sobre el gobierno en Europa.*

En admettant que l'Espagne ne soit pas comptée parmi les grandes puissances, avec sa population inférieure seulement de deux millions à celle de la Prusse, ses éléments de richesse plus grande, sa composition plus homogène que celle de l'Autriche, ses finances en meilleur état; — en admettant cela, puisque ainsi l'ont voulu les chefs de la Sainte-Alliance, bien que l'Espagne seule eût réussi à tenir tête aux légions invincibles du colosse du siècle ¹, nous dirons qu'en tout doit entrer en compte, *non numero sed pondere*.

L'auteur de l'*Essai* dit : « Il y a dans le monde deux grands peuples libres : aucun d'eux n'est latin. »

Eh quoi ! la France, avec son admirable principe de l'égalité civile et politique, qui a pénétré non seulement dans ses institutions, mais dans sa manière d'être sociale, n'est pas libre ? L'Angleterre est libre parce qu'elle a la liberté de la presse et l'*habeas corpus*, admirables institutions, sans aucun doute, mais qui perdent beaucoup de leur valeur auprès d'une aristocratie qui absorbe tout, — auprès du suffrage restreint et du vote acheté ou arraché par la menace, — auprès de sa législation embrouillée, toujours au détriment des enfants des classes déshéritées, — auprès de sa très mauvaise organisation judiciaire, de ces mille privilèges féodaux qui existent encore dans la puissante Albion, tels que ceux dont jouissent la cité de Londres et certain cercle de Liverpool, et dont nous parlerons en temps voulu. La France occupe aujourd'hui le premier rang parmi les premières puissances du monde; mais elle a besoin de plus de liberté à l'intérieur. Il est facile d'avoir de nouveau la liberté de la presse; mais il est très difficile de renverser un corps riche et puissant de nobles, dont l'existence rend impossible le gouvernement du peuple par le peuple, le seul juste, rationnel et stable. A vrai dire, dans chaque Etat du continent, nous trouvons beaucoup à désirer pour un bon régime politique; mais sans suivre la vogue, nous sommes très éloigné de penser que l'Angleterre est le seul pays où l'on jouisse de la liberté, pour ne pas aller au delà des mers, puisque le livre que nous analysons a pour titre : *Essai sur le gouvernement en Europe*.

Pour quiconque analyse les choses sans préventions, il est clair que le Piémont a plus de liberté que l'Angleterre, et qu'un gouvernement libre (dans le sens européen) règne en Belgique, en Portugal, en Hollande et jusqu'à un certain point en Espagne.

En supposant exacte l'opinion de M. Moutt, qui signale comme causes de la décadence et de la prostration de la race latine, le gouvernement absolu, l'absorption personnelle, l'avisement des peuples, — il est clair que cela ne constituerait pas la ruine complète de cette race et le triomphe définitif de la race anglo-saxonne : les constitutions peuvent changer d'un moment à l'autre : 89 en est la preuve; mais les qualités particulières à chaque race lui restent toujours, et nous avons vu que notre auteur les accorde toutes à la latine. Il dit encore :

« Il y a seulement une supériorité temporaire qui provient du gouvernement, des mœurs, de la constitution transitoire d'une société; le Latin d'aujourd'hui est l'Anglo-Saxon du quinzième siècle. Chalcondides, voyageur byzantin du quinzième siècle, a fait de Londres et des Anglais une peinture qui pourrait maintenant s'appliquer en entier à Madrid et aux Espagnols. L'Angleterre libre, sombre, terrible, dominante du XIX^e siècle, ne ressemble en rien à l'Angleterre révolutionnaire, simple, enjouée et pauvre du quinzième.

« La race est la même : les institutions, les mœurs ont seules changé. »

M. Moutt dit : « que s'il y a en Europe cinq grandes puissances militaires, il n'y a que deux nations influentes par la pensée, l'action libre, la parole, la coutume. »

1. Si à cette époque les diplomates, dirigés par le prince de Metternich, n'avaient pas été dominés par leur haine contre la race latine, l'Espagne aurait pu reprendre la place que lui fit perdre le traité des Pyrénées.

Aucun peuple ne pense et ne parle par la bouche de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse. Pour le monde, leur langue est un simple dialecte, leur pensée une pensée solitaire; et après avoir consacré quelques lignes bien écrites à la nécessité d'assimiler les races, il entre dans l'analyse des agents de la civilisation européenne : les Latins et les Anglo-Saxons. Nous le suivrons prochainement sur ce terrain, et nous verrons alors que si la race latine a brillé dans les siècles passés, « que si elle compose à elle seule la plus grande partie de l'histoire de l'Europe et de la civilisation, » elle domine dans le présent, et l'avenir lui est réservé.

Même l'Espagne, cette grande nation dont les enfants eux-mêmes parlent aujourd'hui avec tant d'irrévérence; cette Espagne contient mille éléments de vie et n'attend que l'union de ses habitants pour étonner de nouveau le monde par ses gloires, pour répéter dans un autre ordre de choses des faits aussi grandioses que la découverte d'un nouveau monde, l'établissement de nombreuses colonies, la lutte gigantesque entreprise, malgré ses divisions, contre les Maures aguerris et civilisés, la défense du christianisme, le régime des communautés, qui apporta en Europe les premières lueurs de liberté. L'Espagne ne l'a cédé et ne le cède à aucune autre nation en actes de véritable grandeur, en faits de haut héroïsme. Son histoire, comme celle de ses principaux poètes, est aussi poétique que sublime, aussi brillante que féconde.

M. Moutt lui-même, si ami de la race anglo-saxonne, ne peut s'empêcher de s'écrier :

« On voit aujourd'hui l'Espagne faible, obscure, éloignée du théâtre de la politique européenne, et l'on s'écrie : l'Espagne est perdue pour toujours ! On voit l'Angleterre puissante, libre, riche, et l'on dit : l'Angleterre est immortelle, privilégiée, unique au monde ! Que l'on se souvienne donc que l'Angleterre, si grande aujourd'hui, était, pas plus tard qu'hier, humiliée et vendue par le faible et corrompu Charles II; que l'on se souvienne que l'Angleterre de l'ordre, de la liberté, de l'industrie, est la même que celle de l'anarchie des deux roses, du despotisme de Henri VIII, de la tyrannie de Cromwell. »

Oui ! en Europe comme en Amérique, la race latine donnera au monde de nouveaux jours de gloire et de splendeur : elle continuera à travailler au profit de l'humanité, au développement de la civilisation. Latins, ne renions pas notre origine, ne maudissons pas notre race; Espagnols, ne jetons pas de la boue sur le manteau de notre mère : si elle souffre et languit, raison de plus pour que nous l'aimions et l'entourions avec zèle et sollicitude. L'Américain espagnol, surtout, ne doit pas oublier les gloires de ses pères au temps de la grande lutte : s'ils se distinguèrent sur les champs de bataille, ils furent plus grands encore par leur abnégation et leurs vertus héroïques. Que celui qui se sentirait entraîné par la manie de médire de sa race et de son sang, porte la main à son cœur : ses pulsations lui diront qu'il y a là quelque chose qui manque à la race anglo-saxonne — le sentiment.

Que celui qui serait égaré au point de demander que la race anglo-saxonne absorbe la race latine dans le Nouveau-Monde, jette auparavant un coup d'œil sur le sort qu'ont eu les Espagnols à San-Francisco.

Veut-on la culture du sol ou le progrès des êtres humains qui l'habitent ? Pour avoir le droit de s'appeler humanitaire, philanthrope, etc., on doit commencer par aimer sa patrie, surtout quand cette patrie est grande, et il n'est pas besoin de dire avec Sénèque :

Non enim patriam quia magna, amat, sed quia sua

J.-M. TORRES CAICEDO.

Le capital de la Banque de la province de Buenos-Aires.

La loi du 10 octobre 1854, donnant suite au projet contenu dans le décret du 3 janvier de cette même année, réorganisa, sur des bases plus en harmonie avec les besoins du commerce et de l'industrie du pays, le grand établissement de crédit sud-américain, bien modeste alors et si puissant aujourd'hui, connu sous le nom de *Banco de la provincia de Buenos-Aires*.

Nous lisons dans l'art. 7 de cette loi. « Le capital de la Banque sera composé de la valeur de l'immeuble qu'elle occupe, avec ses bureaux ; de la maison qu'on est en train de bâtir pour le même emploi ; des machines et outils employés dans la confection des billets d'émission et en plus des bénéfices qu'elle a réalisés ou qu'elle réalisera dans la suite dans les opérations d'escompte ».

L'art. 8 établit que « la Banque liquidera ses opérations d'avances sur titres en restituant les valeurs et titres en garantie. »

La conséquence de cette liquidation fut, pour l'actif de la Banque, une diminution de 1.000.000 de *pesos papel*¹.

Le 31 décembre 1854, la Banque, aux termes de la loi du 10 octobre, possédait un capital de 5.189.191 \$ *moneda corriente*.

Le gouvernement prit à sa charge les émissions précédentes ; la Banque, cependant, fut chargée du service du renouvellement des billets.

Les opérations de la Banque consistaient alors exclusivement : 1° à recevoir des dépôts rapportant intérêt ; et 2° à escompter des billets. L'établissement avait tous les droits dont jouissait le fisc pour le recouvrement de ses créances ; les dépôts dits de justice étaient déposés en consignation à la Banque moyennant un taux uniforme de 4 % l'an ; les dépôts du gouvernement ne recevaient pas d'intérêt.

Il fallait l'autorisation du corps législatif pour que le gouvernement pût emprunter de l'argent à la Banque.

Le pouvoir exécutif était chargé de nommer les 16 membres composant la direction de la Banque ; le président était nommé à l'élection et à la pluralité des voix.

C'est en 1854 que commença la prospérité de la Banque ; elle avait passé jusqu'alors par bien des vicissitudes ; banque particulière d'abord, Banque Nationale ensuite ; sous la dictature du général Rosas elle avait fonctionné exclusivement comme *Casa de Moneda* (maison de monnaie) ; ce n'est donc qu'en 1854 que cet établissement, fondé en 1822, commença à se développer, grâce à sa nouvelle organisation, grâce au crédit de l'État, responsable de toutes les opérations, à ses privilèges et au besoin toujours croissant, dans le pays, d'une institution de ce genre, où l'épargne, la fortune en monnaie des particuliers et les capitaux disponibles

1. Les *pesos papel*, qu'on appela plus tard *moneda corriente*, avaient été émis en 1822 et 1826 comme équivalents de *piastres argent* (*pesos plata*) ; les émissions inconvertibles, spécialement pendant la tyrannie de Rosas, amenèrent une grande dépréciation dans la valeur de la monnaie.

Jusqu'en novembre 1863, le papier inconvertible était coté par onces d'or de 17 piastres argent ; plus tard on établit l'équivalent métallique du papier monnaie par comparaison avec une piastre argent ; finalement on arriva à la conversion de chaque 25 *pesos moneda corriente* pour une piastre argent.

Par la loi du 26 octobre 1863, l'once d'or fut déclarée l'équivalent de 16 piastres argent.

C'est à tort que quelques personnes croient que la Banque est arrivée à ne faire la conversion qu'au taux de 4 % (une piastre argent pour 25 *pesos moneda corriente*). La presque totalité des émissions ont été faites par la Banque pendant l'époque du cours forcé et par conséquent le public ne les acceptait, en échange des valeurs réelles, des marchandises, etc., que dans la proportion conventionnelle qu'établissait le cours à la Bourse.

En 1854, au moment de la réorganisation de la Banque, on cotait l'once d'or 350 *pesos papel*. Plus tard la cote a marqué jusque 522 *pesos papel* l'once d'or.

Aujourd'hui, quoique la conversion ne soit pas rétablie, le papier de la Banque est reçu au pair, ou seulement avec une dépréciation minime (1/4, 1/2 ou 1 au plus %).

du commerce pussent trouver, avec toute sécurité — et cette sécurité était basée sur la garantie de l'État, sans compter le capital de la Banque, — une rétribution encourageante.

La loi du 25 août 1855 décréta que la Banque ne paierait plus l'intérêt de 4 % antérieurement fixé pour les dépôts « de justice » à moins qu'il ne s'agisse de biens appartenant à des mineurs.

La Banque payait alors aux dépôts non judiciaires 10 % l'an ; le taux de l'escompte était de 12 %.

Les dépôts judiciaires constituaient pour la Banque un véritable capital disponible ; le chiffre de ce capital augmentait chaque jour au fur et à mesure que la prospérité du pays augmentait ainsi que sa population, grâce au rétablissement de l'ordre après la chute de Rosas.

Ces dépôts montaient, en 1856, à

41.485 \$ argent, et à
8.720.123 \$ papier.

La Banque pouvait donc capitaliser annuellement les intérêts de ces dépôts ; puisque d'après la loi de 1855 ces dépôts étaient gratuits.

Nous avons calculé que ces intérêts, capitalisés, ont produit jusqu'à ce jour une somme égale à 20 % du capital actuel de la Banque.

Depuis 1876 la Banque paye au gouvernement 4 % d'intérêt sur le montant de ces dépôts ; elle continue cependant à avoir un bénéfice de 2 à 3 % par an, puisqu'elle ne prête qu'à 6 ou 7 %.

Le 31 décembre 1881 ces dépôts montaient à

362.829 \$ argent, et à
89.170.426 \$ papier.

En 1859 et en 1861, la Banque augmentait son émission, dont le montant fut remis au gouvernement pour faire face à des dépenses extraordinaires ; aussi l'État prit-il la responsabilité d'amortir ces nouvelles émissions.

En 1866 la Banque fut autorisée à faire une émission spéciale convertible en or ; le montant de cette émission atteignait 12 millions de piastres argent (*pesos fuertes*) lorsque, en 1876, le cours forcé fut déclaré.

Au mois de septembre de cette année, la Banque fit une nouvelle émission de *pesos fuertes*, somme qui fut remise à titre d'emprunt au gouvernement national, remboursable au moyen de certains revenus de la douane de Buenos-Aires.

Le gouvernement national a amorti déjà 2.655.460 *pesos fuertes* sur cet emprunt, pour lequel la Banque perçoit 4 % d'intérêt par an.

Cette opération, grâce à ce que les billets émis jusqu'à ce jour ne sont pas convertibles, a procuré à la Banque, dans ces six dernières années, des bénéfices considérables ; cette inconversion lui a permis, par exemple, d'être très libérale dans ses escomptes, dont le chiffre a augmenté considérablement.

Cette libéralité a contribué largement au développement extraordinaire du commerce, de la production et de l'industrie du pays, et a produit par conséquent une augmentation sensible dans le résultat annuel de la richesse publique, favorisant le commerce international, paralysant l'exportation de l'or monnayé et en développant l'importation.

Avec le développement des transactions de toute sorte, auquel la Banque a tant contribué, le besoin de la monnaie courante du pays (exclusivement les émissions de la Banque) a augmenté considérablement. Il y a quelques mois nous avons vu se produire un fait apparemment extraordinaire.

Le papier inconvertible de la Banque de Buenos-Aires a fait prime sur les livres sterling et sur les napoléons d'or !

La Banque, pour parer à cet inconvénient de nouvelle espèce, dut se résigner à ouvrir ses guichets pour convertir le papier contre de l'or.

C'est ainsi que, pendant les mois de novembre 1881 à avril 1882, la Banque avait reçu dans ses coffres 35 millions

de francs en or contre une somme équivalente au pair de papier monnaie ! Ce fait est assez éloquent, pensons-nous, pour affirmer le crédit de la Banque de la province de Buenos-Aires.

Les émissions faites par la Banque en 1859 et 1861, dont nous avons parlé, pour le compte du gouvernement de l'État de Buenos-Aires, devaient être remboursées, d'après la loi qui les visait, au moyen d'une portion des recettes de la douane de la capitale. Peu de temps après, l'État de Buenos-Aires fit union avec la confédération Argentine, et la douane passa dans le domaine de l'administration nationale qui, selon le traité d'annexion, continua à verser à la Banque les sommes correspondantes à l'amortissement des émissions de 1859 et 1861. Le gouvernement national, quelques années plus tard, remit à la Banque, en paiement de cette dette, la somme de 5,000,000 de *pesos fuertes* (de 17 l'once) en fonds publics rapportant 6 % d'intérêt et 1 % d'amortissement au taux de 75 % de leur valeur nominale.

Comme conséquence de cet arrangement, les résolutions suivantes furent prises au mois de novembre 1864, savoir : 1° la Banque recevait ces 5 millions de *pesos fuertes* au taux de 75 % au change de 25 *pesos papel* pour un *peso fuerte*, 2° la Banque devait amortir immédiatement, avec ses capitaux, neuf millions de *pesos papel* ; une somme égale en décembre de cette année, et 4 millions pendant chacun des six mois suivants, et 3° les 5 millions de fonds publics seraient employés à augmenter le capital de la Banque.

Le total des émissions de 1859 et 1861 qu'il fallait amortir était de 93.210.000 *pesos papel* ; les 5 millions de fonds publics, dans les conditions dans lesquelles ils étaient reçus par la Banque, représentaient alors 88.235.354 *pesos papel*.

Comme la Banque ne s'était engagée à amortir que 30 millions de *pesos papel*, il en résulta une augmentation de capital de 58.235.354 piastres de cette monnaie, c'est-à-dire que ce capital fut presque doublé par ces conventions.

Comme le gouvernement de Buenos-Aires restait toujours débiteur d'une forte somme, représentée par les émissions inconvertibles en circulation, et comme il était urgent de revenir à la conversion, la loi du 25 octobre 1864 ordonna la vente, dans le but d'augmenter le capital de la Banque et de donner à cet établissement les moyens de commencer la conversion, le grand chemin de fer de l'Ouest, propriété de la province de Buenos-Aires ; on destina également au même usage une partie du produit de la vente de 800 lieues carrées de terres publiques pour solder la dette du chemin de fer de l'Ouest envers la Banque.

La vente du chemin de fer de l'Ouest ne se réalisa pas (il appartient encore aujourd'hui à la province de Buenos-Aires) ; les terres publiques ne se vendirent qu'en partie ; elles furent néanmoins adjugées à la Banque pour une somme de 62.724.841 *pesos papel*.

La dette du chemin de fer, au lieu de diminuer, s'augmenta par suite de nouvelles avances et des intérêts capitalisés. Bientôt elle arriva au chiffre considérable de 75.935.597 *pesos papel*.

Néanmoins, en 1867, la Banque déclara la conversion de ses billets et ne revint au cours forcé que neuf ans après, en 1876 comme nous l'avons déjà expliqué.

Loin de blâmer la conduite du gouvernement de la province envers la Banque provinciale, nous la trouvons digne d'exemple et nous louons hautement sa probité et ses efforts, aussi honnêtes qu'intelligents, pour arriver au grand résultat de la conversion ou de la valorisation, ce qui revient au même, des émissions de la Banque. Grâce à cette conduite et à ces efforts, la Banque put augmenter son capital en capitalisant ses bénéfices, en totalité depuis 1854 jusqu'en 1873, et la plus forte partie de ses bénéfices dans cette dernière année jusqu'aujourd'hui.

C'est à ces capitalisations pendant un si grand nombre d'années que la Banque doit son immense prospérité actuelle et son crédit sans précédent au moins dans l'Amérique latine.

C'est ainsi que le capital de la Banque qui n'était que de

1.200.000 fr. en 1854.

était au 31 décembre dernier, de

144.000.000 fr.

On se rendra compte par le tableau suivant, de l'augmentation progressive du capital de la Banque.

ANNÉE.	MÉTALLIQUE	MONNAIE COURANTE
	(<i>pesos plata</i> ou <i>pesos fuertes</i>).	(<i>pesos papel</i> ou <i>moneda corriente</i>).
1854	\$ 11.696	\$ 4.896.768
1855	25.096	6.023.389
1856	45.296	8.686.113
1857	115.245	11.750.596
1858	123.236	15.814.992
1859	640.410	6.071.197
1860	704.504	9.668.657
1861	840.753	10.872.801
1862	899.367	15.175.260
1863	1.072.242	18.036.040
1864	4.745.679	11.900.106
1865	5.229.973	4.289.317
1866	5.680.114	3.973.249
1867	6.471.471	5.798.260
1868	6.778.622	21.913.848
1869	7.603.233	28.540.559
1870	7.720.933	61.308.248
1871	8.317.281	81.560.765
1872	10.914.009	50.212.546
1873	12.797.102	66.703.229
1874	14.227.189	76.180.444
1875	16.393.118	63.992.747
1876	17.534.223	72.744.045
1877	20.005.554	35.666.422
1878	22.086.457	11.164.377
1879	24.576.355	8.616.249
1880	5.795.997	539.803.899
1881	26.967.516	46.837.237

Réduisant à un seul type de monnaie le capital de la Banque de la province de Buenos-Aires, nous voyons qu'il était, au 31 décembre dernier, de :

28.824.906 dollars, ou de
144.124.530 francs,—
5.764.981 livres sterling.

Et ce capital s'augmente d'une manière sûre et rapide, résultat mathématique de la capitalisation constante des bénéfices annuels.

Voici, réduite en monnaie française, la progression du capital de la Banque.

1861	fr.	6.378.325
1866		29.200.220
1871		57.898.555
1876		102.219.915
1881		144.124.530

On peut donc prévoir que, dans quelques années, le capital de la Banque de la province de Buenos-Aires aura dépassé celui de la Banque de France (182.500,000 fr.) et que, dans un avenir pas bien lointain, elle aura le plus grand capital réalisé parmi tous les établissements de crédit de l'univers !

Parmi les Banques qui existent actuellement dans l'Amérique latine celle dont nous nous occupons aujourd'hui est la plus importante comme capital, comme dépôts et comme crédit.

La Banque du Brésil n'a qu'un capital inférieur de moitié relativement à celui de la province de Buenos-Aires.

Il va sans dire que le commerce et l'industrie argentine trouvent dans cette grande Banque, dont les succursales sont très nombreuses, tous les encouragements et toutes les facilités désirables. Dans le renouvellement de billets, et autres valeurs de commerce, la Banque n'exige que l'amortissement de 2 à 5 % du capital primitif par trimestre.

En dehors de cet important établissement, dont les opérations principales sont : l'escompte de billets et d'effets de commerce, les avances sur titres, les dépôts à vue et à

terme, lettres de crédit et lettres de change sur toutes les villes importantes de l'Amérique et de l'Europe, etc., la province de Buenos-Aires possède un autre établissement de crédit de premier ordre, admirablement organisé, savoir, la Banque hypothécaire, qui, grâce à la garantie de l'État accordée à ses émissions d'obligations et à une administration des plus intelligentes, contribue énormément au progrès industriel et agricole du pays. Nous nous en occuperons un autre jour.

Une dernière considération pour finir.

Si au lieu de permettre la capitalisation annuelle des bénéfices de la Banque, la province de Buenos-Aires se décidait à employer ces bénéfices ainsi que ceux du chemin de fer de l'Ouest pour faire face à ses besoins budgétaires, elle pourrait arriver à supprimer tous les impôts, donnant ainsi une nouvelle et plus vigoureuse impulsion au travail et au développement extraordinaire des richesses naturelles du pays.

Notice géographique, économique et industrielle sur les États-Unis de Colombie.

L'entreprise internationale du percement de l'isthme de Panama, appelant l'attention sur les États-Unis de Colombie, dans le territoire desquels se trouve cet isthme, nous croyons devoir publier une courte notice géographique, économique et industrielle sur cette contrée, dont les ressources naturelles, encore inexploitées et plus ou moins ignorées, doivent tôt ou tard prendre une grande part dans le mouvement commercial général. Nous avons puisé les éléments de cet aperçu dans les publications les plus récentes et les plus autorisées, que nous nous sommes borné à résumer.

Divisions politiques, situation géographique, superficie et population.

Les États-Unis de Colombie, connus jusqu'en 1861 sous le nom de république de la Nouvelle-Grenade, se composent de neuf États souverains, savoir : Antioquia, Bolivar, Boyaca, Cauca, Cundinamarca, Magdalena, Panama, Santander et Tolima; ils comprennent toute la partie nord-ouest du continent sud américain, qui s'étend entre le 73^e et le 84^e degré de longitude occidentale du méridien de Paris et les 12^e degré de latitude nord et 5^e de latitude sud, et couvrent une superficie de 13,300 myriamètres carrés, dont un tiers à peine est habité, et comptent environ 3 millions d'âmes y compris 150,000 Indiens non civilisés.

Conformation topographique et climats divers.

Les Andes, en pénétrant dans la Colombie, se partagent en trois grandes chaînes, qui se prolongent du Sud au Nord dans toute son étendue et forment entre elles trois immenses et profondes vallées qu'arrosent l'Atrato, le Cauca et le Magdalena. La conformation géographique, résultant de montagnes qui s'élèvent par degré jusqu'à une hauteur de plus de 5,000 mètres, de vallées, de versants et de plateaux échelonnés les uns au-dessus des autres, donne naissance à toutes sortes de climats : il règne un froid glacial sur les sommets des montagnes et une chaleur brûlante au fond des grandes vallées et au bord de la mer; mais, à mesure que l'on s'éloigne de ces deux points extrêmes, la température se modifie et s'adoucit au point d'être constamment, sur les versants des montagnes et dans les plateaux situés à une certaine hauteur, des plus tempérées et des plus agréables. La zone chaude est généralement malsaine; les fièvres de la pire espèce, et même le vomito negro, y sont endémiques, principalement dans le delta du Magdalena et sur les côtes de l'Atlantique; cependant l'Européen peut, en se soumettant les premiers temps à certaines précautions hygiéniques unies à une grande sobriété, s'y bien porter et y travailler, comme le prouve la colonie étrangère relativement nombreuse établie à Barranquilla. La zone tempérée est très salubre, de même que les parties inférieures de la région froide.

Vallée du Magdalena.

La vallée du bas Magdalena, c'est-à-dire celle qui s'étend de Honda à Barranquilla, d'une longueur de plus 600 kilomètres et d'une largeur variant de 75 à 120 kilomètres,

n'est qu'une suite de forêts séculaires, où croissent en abondance des bois d'ébénisterie et de construction, des arbres gommeux et résineux et, en général, toutes les essences des tropiques. La fertilité des terrains défrichés et cultivés est prodigieuse; la canne à sucre, les indigotiers, les cacaotiers, les bananiers, y donnent des récoltes magnifiques; le riz et le maïs y réussissent à merveille.

Vallée de l'Atrato.

Elle mesure plus de 500 kilomètres de longueur, et, sous tous les rapports, elle a une très grande ressemblance avec la précédente.

Vallée du Cauca.

La vallée du Cauca, située entre la chaîne occidentale et la chaîne centrale des Andes et à une hauteur moyenne de 1,400 mètres, forme du sud au nord, et à perte de vue, une plaine couverte de prairies naturelles, offrant à l'élevage du bétail des pâturages presque inépuisables; on y cultive le café, le cacao, le tabac, la canne à sucre, le riz, le coton, l'indigo, etc.; le bananier, l'oranger, le maïs, le yucca ou manioc y croissent partout naturellement.

Plaine (Sabana) de Bogota.

La plaine ou savane de Bogota, d'une superficie de 340,000 hectares, occupe l'emplacement d'un lac que les convulsions de la nature ont desséché, plusieurs siècles probablement avant l'arrivée des Espagnols; arrosée par cinq rivières et jouissant d'une température moyenne de 15 degrés centigrades, quoique située à 2,640 mètres au-dessus du niveau de la mer, elle est d'une fertilité prodigieuse: toutes les céréales, tous les menus grains, le maïs, les pommes de terre, ainsi que les légumes et fruits d'Europe, y prospèrent et donnent de magnifiques récoltes, quoique la culture y soit généralement arriérée. C'est à peine si la dixième partie de cette plaine est cultivée, et la raison en est l'absence de routes, qui oblige les fermiers à limiter leur production aux besoins de la production locale. Les neuf dixièmes laissés en friches forment de plantureux pâturages, où paissent de nombreux troupeaux de bœufs, de chevaux et de moutons; dans ces derniers temps, les races du pays ont été fort améliorées par leur croisement avec les meilleures d'Angleterre, de France, des États-Unis, de Hollande. Cette savane, avec les vallées qui y débouchent et la prolongent, pour ainsi dire, sera le grenier de toute la Colombie dès qu'elle sera dotée de voies de communication.

On rencontre çà et là, dans les autres régions tempérées des plaines d'une égale fertilité, mais d'une étendue beaucoup moindre.

Fleuve Magdalena.

Le Magdalena, qui a près de 1,800 kilomètres de cours et traverse toute la Colombie du sud au nord, est de beaucoup la plus grande artère fluviale de ce pays; c'est l'unique voie que prend le commerce extérieur des États de Santander, Antioquia, Boyaca, Cundinamarca, Tolima et d'une partie de ceux de Bolivar et de Magdalena. Il est parcouru par une petite flotte de dix-huit à vingt vapeurs, d'une capacité de 60 à 250 tonnes, qui font le trajet entre Barranquilla et Honda; malheureusement, il arrive fréquemment, lors des basses eaux, que la navigation est retardée et même momentanément suspendue; pour les grands steamers du moins; mais bientôt des travaux de canalisation, poursuivis avec activité depuis dix-huit mois et très avancés, auront ouvert un chenal praticable en toute saison. En amont de Honda, au-dessus des rapides, qu'un vapeur même d'un faible tonnage ne peut franchir que dans la saison des crues, et encore non sans courir de grands risques, il a été établi dernièrement un service de deux petits steamers qui desservent tout le haut Magdalena jusqu'à Neiva, capitale du Tolima. Des chalands peuvent naviguer jusqu'à 300 ou 400 kilomètres de la source.

Fleuve Atrato.

Ce fleuve, qui arrose la partie ouest de la république, située entre la Sierra de Boudo et la branche occidentale des Andes, est navigable pour des bateaux à vapeur jusqu'à 500 kilomètres de son embouchure, et bien au delà pour des chalands et des canots.

Rivière Cauca.

Cette rivière, dont le cours s'étend sur plus de 1,300 kilomètres à travers les États de Cauca et d'Antioquia, se jette

dans le Magdalena au-dessous de Magangué et de Mampox, dans l'État de Bolivar. Dans toute sa partie moyenne, il est navigable, mais de nombreux rapides obstruent la partie basse.

Affluents de l'Orinoco.

Les principaux affluents de l'Orinoco, en Colombie, tels que le Caceta, le Guagadero, le Meta, etc., etc., sont navigables dès leur sortie des montagnes; une compagnie anglaise, concessionnaire d'un privilège de navigation sur l'Orinoco, vient d'être autorisée à établir une ligne de bateaux sur le Meta, à partir d'un point distant de 80 à 90 kilomètres de Bogota, qui devra y être reliée par un chemin carrossable ou une voie ferrée.

Viabilité.

Il faut reconnaître qu'il n'existe dans tous les États-Unis de Colombie que de rares et courts tronçons de routes charretières, de sorte que non seulement les divers États, mais encore les sections d'un même État, sont isolés les uns des autres et privés de moyen de communication autres que des sentiers, où l'emploi même des traîneaux est impossible. Aussi tous les transports se font à dos de mule et de bœufs. Il en résulte des pertes de temps énormes. Cette absence de routes proprement dite est la cause principale de l'état d'infériorité où se trouvent l'agriculture et l'industrie de ce pays. On commence à le comprendre. Le gouvernement et la partie intelligente de la nation n'ont qu'une aspiration : celle de construire des chemins de fer.

Le congrès a voté la construction de plusieurs lignes ferrées, en accordant au pouvoir exécutif les plus amples pouvoirs pour leur réalisation; voici un résumé de l'usage qui en a été fait :

1° Le chemin de fer dit « du Nord », qui doit unir les États de Cundinamarca, de Boyaca et de Santander au fleuve Magdalena, à un point voisin du Nare, n'est encore qu'à l'état de projet, le contrat passé avec une compagnie ayant été résilié. C'est de beaucoup le réseau le plus important, mais aussi le plus dispendieux;

2° Le chemin de fer du Cauca, qui relie le port de Buenaventura, sur le Pacifique, à la ville de Cali, situé sur le Cauca, est en voie de construction, et déjà 33 kilomètres ont été livrés à la circulation; sa longueur est de 138 kilomètres;

3° Le chemin de fer d'Antioquia, partant du port de Berrio, sur le Magdalena et aboutissant à Medellin, dans l'État d'Antioquia, mesure 200 kilomètres, dont 16 sont terminés. Cette voie ferrée et la précédente sont concédées au même entrepreneur, à des conditions qui paraissent avantageuses; jusqu'à ce jour, les travaux ont marché avec une lenteur extrême, parce que sans doute le concessionnaire n'a pu obtenir les fonds dont il a besoin.

4° Le chemin de fer de Cucuta au port de San-Buenaventura, sur le fleuve Zulia, qui se jette dans le lac de Maracaïbo, d'un trajet de 138 kilomètres, est en cours d'exécution, et les travaux marchent bien; le quart de cette voie est achevé et pourvu d'un matériel roulant qui fonctionne.

5° Un petit chemin de fer destiné à relier le bas et le haut Magdalena, séparés, pour ainsi dire, par les rapides de Honda, se construit et sera bientôt achevé, attendu son très court parcours de quelques kilomètres;

6° Le chemin de fer de Bogota à Girardot, petite ville située au-dessus de Honda, est commencé depuis quelques mois aux frais et pour le compte du gouvernement central, qui a eu la patriotique idée d'y employer une partie de l'armée; à en juger par les efforts qui se font, si l'on ne s'est pas fait illusion sur les ressources dont on pourra disposer, cette entreprise peut être terminée dans le délai de deux années;

7° Le chemin de fer connu sous le nom de Bolivar, unissant le port de Savanilla, dont l'importance commerciale est double de celle de tous les autres ports de la République, à Barranquilla, le grand entrepôt de la Colombie, est livré à la circulation depuis plusieurs années; il n'a que 25 kilomètres de longueur et appartient à la nation. Suivant le rapport de l'administrateur, il a transporté durant l'année 1879-80, tant à l'importation qu'à l'exportation, 334,477 colis, pesant ensemble 21 millions de kilogrammes, et 5,210 voyageurs; les recettes de toute nature se sont élevées à 695,256 francs, et les dépenses à 554,419 francs, de sorte qu'il y a eu un profit de 140,837 francs.

Il est sérieusement question d'une voie ferrée qui doit mettre en communication le port de Rio-Hacha avec de très riches mines de charbon découvertes dans le bassin de

la rivière César, dans l'État de Magdalena, et d'un petit réseau de lignes allant de Bogota aux centres les plus importants de la Savane : Facatativa, Cipaquirá, Pandi, etc., etc.

Agriculture.

L'agriculture est encore aujourd'hui à peu près ce qu'elle était sous la domination espagnole, dont la politique coloniale tendait à empêcher ou à étouffer tout progrès, elle est des plus arriérées et ne connaît pas d'autres procédés et instruments agricoles que ceux que lui a légués la routine. Nous devons cependant faire une exception en faveur de quelques riches et intelligents propriétaires de la Savane de Bogota et de certains districts de l'intérieur qui, après avoir visité les pays étrangers, ont importé une partie de l'outillage perfectionné qu'ils avaient vu fonctionner avec tant de succès et ont adopté, autant qu'il a été possible, les méthodes de culture moderne. Les beaux résultats sont la meilleure propagande que l'on puisse faire parmi les campagnards de ce pays, qui se défient de toute innovation, tant que l'expérience ne leur en a pas démontré les avantages. Aussi, malgré l'étendue et la fertilité des terres que l'agriculture pourrait ensemençer en céréales, en pommes de terre, en maïs, en riz, etc..., elle ne suffit pas à produire tout ce qui est nécessaire à la consommation du pays. En 1880, il a été introduit en Colombie 5 millions de kilogrammes de farine et autres produits alimentaires de première nécessité.

Élevage du Bétail.

L'élevage du bétail, quoique la consommation locale de la viande, des cuirs et de la laine soit, dans la plupart des États de l'intérieur, le seul débouché de cette industrie, a fait cependant quelques progrès, comme on peut en juger par l'exportation croissante des animaux vivants et des peaux. On estime, d'après les calculs qui sont généralement admis, que le nombre des bêtes à cornes, n'est pas éloigné de 4 millions, et celui des bêtes à laine d'au moins 2 millions.

Quoi qu'il en soit, il est hors de doute qu'à mesure que la viabilité s'améliorera ou plutôt se créera, les troupeaux du gros et menu bétail augmenteront rapidement et deviendront une source importante de richesse. Depuis quelques années on a fait venir à grands frais d'Angleterre, de France, des États-Unis et de Hollande, un certain nombre d'animaux reproducteurs appartenant aux meilleures races; le succès a couronné ces louables essais. Dans la dernière exposition qui a eu lieu à Bogota, on a remarqué un certain nombre de bœufs, vaches, moutons et chevaux, soit de sang pur, soit croisés, qui partout seraient admirés. La faveur dont ils jouissent permet d'espérer une prompt transformation des races indigènes.

Métallurgie.

Les industries proprement dites sont peu nombreuses et à l'état naissant; celle qui a quelque importance est celle du fer : grâce à des dépôts inépuisables de minerai et de combustible, et sous l'impulsion que la construction des chemins de fer lui donnera tôt ou tard, elle doit nécessairement se développer et prospérer. Il existe aujourd'hui quatre hauts fourneaux pour la production de la fonte, savoir : Pacho, Subachoque ou Pradera, dans l'État de Cundinamarca; Santa Clara, dans celui d'Antioquia; et Samaca, dans l'État de Boyaca; les trois premiers sont en activité et produisent, ensemble, par 20 heures, de 10 à 24 tonnes de fonte; quant au haut fourneau de Samaca, il est presque terminé et fonctionnera dès les premiers jours de l'année prochaine. Ces quatre établissements sont pourvus, pour la fabrication et la fonderie du fer, de foyers d'affinerie, de fours à puddler, de cubilots et tout le matériel mobile nécessaire. Bientôt des laminoirs à rails seront établis, car les propriétaires de Subachoque ont proposé au gouvernement de lui fournir en deux ans 2,000 tonnes de rails pour le chemin de Bogota à Girardot, et leurs rivaux ne manqueront pas de suivre cet exemple.

Fabrication d'objets en terre cuite.

Une branche d'industrie qui mérite aussi d'être citée, quoi qu'elle soit des plus arriérées, c'est celle de la fabrication des objets en terre cuite, faïence grossière et poterie; elle est répandue dans tout le pays. Bogota possède plusieurs fabriques de ce genre, dont une est installée à peu près convenablement et produit des qualités relativement supérieures.

(A suivre).

Courrier d'Amérique.

République Argentine. — Le gouverneur de la province de Buenos-Aires, le Dr Dardo Rocha, vient de soumettre aux chambres un projet de loi qui a mérité l'approbation de toute la presse. Il s'agit d'un emprunt de 10 millions de dollars, en titres de 6 % d'intérêt et 1 % d'amortissement, dont le produit sera employé dans les travaux d'embranchements et de prolongement du chemin de fer de l'Ouest. Les travaux comprendront les lignes suivantes : Bragado à 9 de Julio, Pergamino à San Nicolas, Pergamino à Junin par Rojas, Lobos à Saladillo, Saladillo à Alvear; dans la ligne entre Pergamino et San Nicolas on choisira le point plus convenable pour le départ d'une ligne spéciale qui unira le chemin de fer de l'Ouest avec le Central Argentin (chemin de fer entre Rosario et Cordova).

— M. d'Amico était signalé par l'opinion politique de la province de Buenos-Aires comme candidat pour remplacer le Dr Rocha dans le gouvernement provincial.

— On annonçait un Congrès Économique qui devait avoir lieu à Buenos-Aires. Nous voyons par les journaux que tous les anciens ministres des finances et les hommes qui s'étaient le plus distingués dans l'étude des matières économiques et financières à La Plata seraient invités à prendre part à ce congrès qui promet d'être très intéressant et qui jettera sans aucun doute beaucoup de lumière sur les questions très compliquées de l'administration, commerciale et industrielle, interne et internationale, du pays.

— La maison de monnaie qui a été construite par le gouvernement national à Buenos-Aires, a commencé à frapper les nouvelles pièces nationales, en or et en argent. Le gouvernement vient d'annoncer au Congrès, que, dans le mois d'août, ces pièces seront livrées à la circulation publique.

— Le Pouvoir exécutif national avait soumis au Congrès le projet de loi du budget pour 1883. Les recettes sont évaluées à \$ 30.643.700; les dépenses sont calculées de manière à ne pas donner lieu au moindre déficit.

— Le gouvernement avait demandé au Congrès l'autorisation de faire construire un embranchement de 65 kilomètres du chemin de fer central du Nord, entre la station Frias et la ville de Santiago del Estero, passant par Loreto. La dépense est calculée en \$ 1.922.450.

— Le même gouvernement avait soumis au Congrès un projet de loi pour la formation de 14 nouvelles colonies nationales : 4 dans les Misiones, 4 dans le Chaco et 6 dans la Patagonie.

— Sous la présidence du Dr Andrés Lamas, venait de se constituer, à Buenos-Aires, le grand jury de l'Exposition continentale.

— Une magnifique *estancia* (propriété rurale) de 50 kilomètres carrés, dans la province de Buenos-Aires, à 500 kilomètres de la capitale, avec 3.000 vaches et taureaux a été adjugée, moyennant la somme de 940.000 francs, à un Italien qui a fait sa fortune dans le pays comme colporteur, marchand de mouchoirs de coton!

C'est un exemple comme on en voit très souvent dans la province de Buenos-Aires.

— Le gouvernement provincial de Buenos-Aires vient de soumettre au corps législatif un projet de loi autorisant la vente en Europe d'une grande quantité de terres publiques divisées en lots, payables par annuités et à des prix infimes dont le minimum est fixé en 10 francs l'hectare.

On trouverait à placer beaucoup de ces lots, et tout de suite en France, en Belgique et en Angleterre, surtout si les agents que doit nommer le gouvernement dans ce but sont choisis parmi des personnes compétentes.

— MM. Carlos Urioste et Gregorio Soler ont été nommés membres du directoire de la Banque de la province de Buenos-Aires.

— Le 25 juin a eu lieu à Buenos-Aires une démonstration solennelle en l'honneur de Garibaldi. Plus de cent mille personnes prirent part à cet acte de justice d'un grand peuple qui n'a jamais oublié que le héros italien avait initié sa carrière glorieuse en combattant pour les libertés publiques à La Plata. Montevideo, la nouvelle Troie, selon la phrase élogieuse d'Alexandre Dumas, qui soutint un siège de 9 ans contre les armées de Rosas, eut le bonheur de compter entre ses défenseurs à Joseph Garibaldi. Cinquante-deux compagnons d'armes de Garibaldi au Rio de la Plata, ayant à leur tête le docteur Andrés Lamas, chef politique dans cette époque de la place de Montevideo, prirent part à cette manifestation réellement patriotique, digne du citoyen éminent dont l'humanité gardera le souvenir à travers les siècles

et dont La Plata est fière d'avoir associé le nom à l'épopée glorieuse de la mémorable défense de Montevideo.

Bolivie. — Des lettres de Cochabamba du 30 mai confirment l'attitude belliqueuse de cette République et la résolution de continuer à outrance la guerre contre le Chili. Un régiment, le *Huascar*, était parti pour Oruro; d'autres éléments de guerre devaient suivre bientôt pour la même destination. Le ministre péruvien, M. Lavalle, comptait obtenir du président Campero l'envoi de troupes pour Puno.

— Le ministre péruvien M. Manuel A. del Valle, accompagné par le colonel Velarde y Canseco, avait réussi à obtenir du président Campero une subvention pécuniaire de 50.000 piastres, ainsi qu'une quantité assez considérable d'armement, le tout destiné à l'armée péruvienne qui organise la résistance aux environs d'Arequipa.

L'armée bolivienne devait bientôt se mettre en marche pour seconder les mouvements de la division péruvienne d'Arequipa, forte de 5 à 6.000 hommes.

La guerre, donc, continue.

Il est temps, peut-être, de faire quelque chose pour chercher une solution honorable à ce carnage et à cette œuvre de destruction qui menace de se prolonger indéfiniment.

— Le congrès bolivien devait se réunir à La Paz le 6 août.

Brésil. — La question internationale engagée avec la République argentine, au sujet du territoire des Misiones, qui avait produit une impression si sensible dans tout l'empire, présentée comme elle l'avait été par le baron de Cote-gipe comme un présage de guerre et comme l'indice d'une politique agressive de la part du gouvernement argentin, est entrée, heureusement, dans la période de l'influence de la raison froide et tranquille qui, en écartant les solutions violentes et inconsidérées de la guerre, cherche le dénouement des différends internationaux dans l'entente amicale et, en dernier lieu, dans l'arbitrage d'un tiers dont la loyauté impartiale soit une garantie pour tout le monde.

Nos convictions nous portent à prêcher la paix et à contribuer au triomphe d'une politique internationale qui éloigne de notre Amérique latine la nécessité ruineuse des armées permanentes.

On n'aboutira à ce résultat que le jour où un congrès des nations latino américaines aura proclamé des principes et des règles destinées à écarter toute possibilité de chercher par les armes la solution des questions existantes ou qui peuvent surgir dans l'avenir entre les nations du Nouveau-Monde.

Nous sommes heureux de constater, en attendant le jour où nous pourrions saluer une entente pareille des pays américains, que l'opinion publique au Brésil, convaincue de la sincérité des déclarations pacifiques de la presse argentine, s'est manifestée dernièrement, revenant de ses premières tendances, pour la solution du différend au moyen d'un arbitrage, si l'accord direct devenait impossible.

— La crise ministérielle était imminente au départ du dernier courrier; dans notre numéro antérieur nous avons publié la composition du cabinet libéral, présidé par M. Paranagua. Quoique craignant beaucoup que le nouveau président du conseil soit trop faible et trop irrésolu pour autoriser les réformes radicales dont le pays réclame l'exécution avec urgence, indispensables pour éviter la crise violente qui se prépare, nous attendons, pour nous prononcer définitivement, le programme de gouvernement de M. Paranagua et de ses collègues.

— M. Jacinto Villegas venait d'arriver à Rio pour remplacer dans ses fonctions de ministre de la République Argentine près la cour du Brésil, M. Louis Dominguez, nommé pour représenter son pays aux Etats-Unis d'Amérique.

— Sa Majesté l'empereur avait fait une excursion dans la province de Minas pour inaugurer une section du chemin de fer *Minas and Rio*.

— On prépare, pour être ouverte au public, à Rio, dans le Musée national, l'exposition d'anthropologie présidée par l'éminent M. Ladislao Netto; nous prévoyons un grand succès à ce nouvel effort scientifique, destiné à illustrer encore davantage le nom du compétent directeur du Musée brésilien.

Dernière heure.

Nous venons de recevoir notre correspondance de Rio-Janeiro (9 juillet).

On nous confirme la composition du nouveau Ministère Paranagua. En vue du programme du cabinet présenté aux Chambres nous ratifions nos appréciations sur la nouvelle situation administrative du Brésil: pas de réformes sé-

rieuses, rien de ce dont l'Empire a besoin ; pas un mot sur l'agriculture, pas un mot sur l'immigration, pas un mot sur le Crédit foncier, sur l'organisation du travail, etc., quand c'est là, uniquement dans le développement de la production nationale, où le Brésil pourrait trouver la base de son équilibre budgétaire et de son progrès futur. La réforme judiciaire, la réorganisation de l'instruction publique et la décentralisation administrative des Chambres municipales, voilà tout ce que M. Paranagua considère être urgent pour le Brésil. Quant aux finances publiques, le Ministère croit qu'il doit se limiter à faire des économies dans les dépenses, et, cependant, il a commencé par accepter le projet de budget de son prédécesseur qui présente un déficit de quelques millions de dollars ! Ce n'est assurément pas par cette voie administrative et avec un tel programme, le programme du *statu-quo*, du *laisser-faire*, *laisser-aller* de Bastiat, que le Brésil pourra faire face à la grave crise économique qui a commencé à se manifester depuis quelque temps. Espérons encore que l'énergie, que la clairvoyance et que le patriotisme de la Chambre des Députés et du Sénat sauront prendre l'initiative des grandes réformes dont le Brésil a besoin pour développer l'exploitation de ses immenses richesses.

Chili. — Malheureusement le jour de la paix semble encore bien éloigné. Le gouvernement de Montero a rejeté jusqu'aujourd'hui toutes les bases d'un arrangement. Le Chili exigeant l'annexion définitive d'une partie du territoire occupé et administré par les Chiliens. Le président Campero, en Bolivie, est d'accord avec Montero pour résister à l'invasion et aux prétentions des vainqueurs du littoral.

Le Chili, il faut le reconnaître, a droit à des indemnités considérables ; ses sacrifices de sang et d'argent ont été énormes.

Pour ne parler que de ceux-là nous reproduisons les données suivantes d'un travail récemment publié par M. Vicuna Mackenna.

Le Chili a perdu jusqu'à l'occupation de Lima 9,962 hommes, divisées de la manière suivante :

Occupation d'Antofagasta	20
Id. de Tarapaca	4,122
Id. de Tacna et Arica	2,719
Id. de Lima et ses environs	5,656
Flotte	445
	<hr/>
	9,962
	<hr/>
Dont 666 officiers, savoir :	
Compagne de Tarapaca	59
Id. de Tacna	139
Id. de Lima	468
	<hr/>
	666
	<hr/>

— Une somme de 250.000 francs a été envoyée au ministre chilien à Paris pour la construction d'un monument destiné à perpétuer le glorieux souvenir du combat naval d'Iquique dans lequel le petit navire de guerre *Esmeralda* s'est enseveli sous les flots sans vouloir amener son pavillon.

Un concours artistique sera ouvert en Europe pour le choix du modèle ; un prix de 20.000 francs sera offert à l'artiste dont les plans seront adoptés.

Tous ces fonds proviennent d'une souscription populaire.

— M. Vicuna Mackenna, dont les ouvrages historiques sont très nombreux, vient de publier un nouveau livre. L'éminent écrivain, sous le titre *El Tribuno de Caracas*, publie la biographie, jusqu'aujourd'hui inédite, du Chilien José Cortes y Madariaga, le protagoniste de la révolution de Venezuela de 1810.

Un autre livre du même auteur vient de paraître ; c'est une histoire des richesses métallifères du Chili, sous le titre : *La edad del oro de Chile*.

On annonce pour être publiées prochainement la *Biografía de O'Higgins* et la *Historia de Juan Fernandez*.

M. Vicuna Mackenna est un historien fécond, une des gloires littéraires du Nouveau-Monde.

Equateur. — La révolution contre le gouvernement du général Veintimilla, selon les journaux de Guayaquil, ne paraissait pas faire des progrès ; bien au contraire on comptait avec le rétablissement de l'ordre, bien prochainement, dans tout le territoire de la République.

Mexique. — Heureusement pour ce pays, la paix est complète dans tous les Etats ; toutes les préoccupations publiques n'ont d'autre but que les questions de progrès et d'améliorations administratives. On ne parle que chemins

de fer, télégraphes, immigration, banques, travaux d'utilité générale, etc. On travaille partout et la production ainsi que le mouvement commercial se développent considérablement.

On se préoccupe des grands travaux du port de Vera-Cruz, qui exigeront une somme d'environ 40 millions de francs.

La petite vérole, qui faisait des ravages dans quelques Etats, avait presque complètement disparue.

La section d'histoire et d'archéologie du Musée mexicain venait d'être solennellement inaugurée. On vantait les nouvelles richesses que contient cette section, idoles aztèques, vases, tableaux, etc., destinées à faciliter les recherches des savants qui s'occupent de l'étude des antiquités préhistoriques du Nouveau-Monde.

Pérou. — Nous avons des lettres de Lima du 7 de juin. — La situation du pays n'avait pas changé sensiblement. Le gouvernement péruvien de Montero continuait la résistance dans l'intérieur du pays favorisée par les difficultés topographiques. Le général Cacéres, à la tête de 1.600 hommes était en marche pour la vallée de Jauja, à travers le département de Junin. Les troupes chiliennes étaient au nombre de 2.500 hommes et se préparaient à résister l'attaque de la petite armée péruvienne. Dans le Nord les Chiliens n'avaient que 800 hommes ; le général péruvien Iglesias, à la tête de 2 000 hommes, était en marche de Cajamarca à Trujillo. A Arequipa, on avait organisé cinq bataillons de gardes nationaux qui devaient rejoindre l'armée régulière du Sud composée de 5.000 soldats.

On se plaint amèrement dans le pays des dévastations, incendies et meurtres épouvantables commis par les troupes chiliennes qui parcourent les départements. Sans vouloir prendre la responsabilité de l'exactitude de ces assertions nous ne pouvons pas laisser de reproduire ici le cri de douleur et d'indignation des populations péruviennes. La vérité sur la situation du Pérou sous n'importe quel point de vue est difficile d'établir ; à Lima, le journal péruvien *La Situacion*, l'unique qu'on publiait dernièrement dans cette capitale, a été supprimé par un décret du général chilien Lynch.

Les Chiliens l'ont substitué par le *Diario Oficial*, feuille rédigée exclusivement par les personnes nommées par les autorités militaires.

Une autre disposition dictatoriale du général Lynch déclare qu'on n'autorisera la publication d'autres journaux que moyennant un dépôt de 4.000 *soles* (20.000 fr.) et à la condition que la rédaction soit confiée à des Chiliens.

Dans ces conditions il est difficile à la vérité de se faire jour ; nous devons nous rapporter, par conséquent, à ce que peuvent nous écrire nos amis de Lima, peu disposés, cependant, accablés par tant de malheurs, à fournir aux autorités militaires chiliennes, en nous confiant les nouvelles du pays, un prétexte à des humiliations et à des poursuites trop fréquentes déjà à Lima et dans les départements occupés par les vainqueurs de Chorrillos et de Miraflores. Il paraît que la correspondance privée ne jouit pas, au Pérou, de toutes les garanties d'inviolabilité désirables.

On nous annonce que le président Montero était gravement malade.

Uruguay. — Nous n'avons pas encore reçu la confirmation de la solution amicale du conflit uruguayen-espagnol. La presse de Madrid est très divisée dans cette question ; nous constatons, cependant, avec plaisir que les partisans d'une politique fraternelle, s'agissant de l'Amérique espagnole, sont de jour en jour plus nombreux. Si le gouvernement espagnol veut réellement voir augmenter son commerce avec ses anciennes colonies, s'il désire éviter la répétition de conflits diplomatiques, il faut avant tout avoir un soin scrupuleux dans le choix des représentants auxquels sera confiée la mission d'inaugurer cette politique. Il faut commencer par donner un substitut à M. Vasques Llorente en envoyant à la Plata un vrai diplomate, qui sache concilier la défense des intérêts de son pays et de ses nationaux avec le respect des susceptibilités naturelles de la nation dans laquelle il se trouve en fonctions.

Nous sommes convaincus que, si le gouvernement espagnol avait consenti à traiter cette question à Madrid, il y a longtemps qu'il aurait signé un arrangement mutuellement honorable avec le représentant oriental, le colonel Diaz.

Venezuela. — Nous avons les principaux journaux de ce pays qui nous apportent des nouvelles jusqu'au 4 juillet.

Le gouvernement avait décrété la construction à Caracas d'un Palais d'Exposition destiné à contribuer aux fêtes du premier centenaire de Simon Bolivar. Une somme de

150.000 dollars était destinée aux travaux de construction.

Nous trouvons dans l'*Opinion Nacional* une lettre du Président Guzman Blanco, adressée au Président du Conseil fédéral, M. Nicanor Borges, dans laquelle il lui annonce les mesures suivantes : l'emploi de 150.000 \$ pour l'achat d'un navire de guerre destiné à surveiller les côtes ; la nécessité de réduire 500.000 \$ dans les dépenses publiques ordinaires du prochain semestre afin de pouvoir faire face aux frais extraordinaires de l'acquisition de ce navire de guerre, à ceux de la construction du Palais d'Exposition et au paiement de la dette contractée pour réprimer la dernière révolte.

Le vapeur révolutionnaire *Cantabro* avait été désarmé par les autorités colombiennes de Colon.

Courrier d'Europe.

Nous disons dans notre dernier numéro qu'un grave événement, la crise égyptienne, absorbait toute l'attention de l'Europe.

Nous constatons que la France avait abandonné l'Angleterre dans sa politique d'aventures. — M. de Freycinet voulut, quelques jours après le bombardement d'Alexandrie, rétablir, dans une certaine mesure, l'alliance franco-anglaise ; il s'engagea à intervenir collectivement avec l'Angleterre non dans l'Egypte mais dans le canal de Suez. — Ce sophisme n'a pas contenté la Chambre des députés qui, par 450 voix contre 75, a refusé le crédit demandé pour envoyer 4 ou 8 mille hommes à Port-Saïd et à Suez.

Au moment où nous écrivons, nous sommes en pleine crise ministérielle. — On ne sait pas au juste qui sera le successeur de M. de Freycinet ; mais, sans aucun doute, la politique française qui va succéder aux perplexités de l'honorable ex-président du conseil, sera ou nettement et franchement pour les aventures de l'intervention avec une alliance étroite avec l'Angleterre, ou la politique contraire, catégoriquement établie, de la paix, de la non-intervention, du concert européen sincère et sans alternatives.

Dans la séance du 30 juillet, M. Clémenceau a fait comprendre que c'était M. de Bismark qui poussait la France aux aventures et aux complications — M. Laisant, qui combattait l'intervention, même l'intervention platonique de M. de Freycinet pour faire la police du canal, a eu des moments d'éloquence qui lui ont valu des applaudissements mais aussi de bruyantes interruptions. — Dans un de ces moments il prononça avec violence la phrase suivante qui souleva des réclamations, mais qui ne laissa pas de produire une profonde impression dans l'auditoire.

Voici ces paroles :

« Messieurs, j'accomplis en ce moment un devoir patriotique... (Non ! non ! à gauche et au centre.) Permettez !... je n'ai pas assez perdu le souvenir de notre histoire contemporaine pour ne pas me rappeler d'où venaient les huées qui ont accueilli un jour, — il y a douze ans, — ceux qui protestaient contre la guerre ! »

Il faisait allusion à M. Thiers en 1870.

— Les plénipotentiaires à Constantinople continuent à se réunir. Le sultan consentit, il y a quelques jours, à prendre part aux conférences et à envoyer les troupes nécessaires pour rétablir l'ordre et l'autorité du Khédivé en Egypte. En attendant, l'Angleterre, maîtresse d'Alexandrie et de ses environs, a intervenu, *de facto*, en Egypte ; — le Khédivé est à Alexandrie, gardé et protégé par les Anglais, et les opérations sont commencées contre l'armée d'Arabi. Celui-ci déclare qu'il obéira et se soumettra au Sultan et fait des propositions de soumission au Khédivé ; — mais il désire la retraite des Anglais. Le Sultan lui-même qui, à ce qu'il paraît, a été toujours d'accord avec Arabi, désire que les troupes anglaises quittent l'Egypte aussitôt l'arrivée des forces musulmanes qu'il va envoyer pour satisfaire aux désirs de l'Europe. Les Anglais, de leur côté, prétendent que l'intervention des troupes du Sultan doit avoir lieu sans préjudice de l'action militaire anglaise et qu'il est indispensable que la Porte commence par déclarer Arabi rebelle et traître au Khédivé et au Sultan. C'est un vrai *imbroglio*, comme on le voit. C'est un piège, peut-être, et la France, croyons-nous, a bien fait de ne pas s'engager dans une voie aussi pleine de dangers et d'incertitudes.

Revue économique.

République Argentine. — L'exportation de maïs dépassera cette année-ci la quantité de 200.000 tonnes.

— La production et élaboration du sucre dans la province argentine de Santiago augmente considérablement. La fabrique de M. Germes produit journallement 30.000 kilogr. celle de M. Vieira 12.000, etc.

— Le gouvernement national avait signé un contrat avec M. Ferdinand Simmonet, représentant de M. Jules Kinceler pour l'introduction de quarante familles d'agriculteurs français.

Brésil. — Le 30 juin dernier a dû avoir lieu à Rio de Janeiro la première réunion d'un congrès pour traiter toutes les questions relatives aux chemins de fer de l'Empire. C'est le « Club de Engenharia » qui a initié ce projet ; le congrès devra se réunir le 30 juin de chaque année. Son but est la discussion de toutes les matières et questions de construction et administration de voies ferrées dans le Brésil, l'échange d'idées, d'observations, d'informations, la communication réciproque entre tous les administrateurs des différentes lignes des résultats de leur expérience, etc. Nous croyons que c'est une idée pratique ; nous en félicitons les membres du Club des ingénieurs du Brésil.

L'administration des télégraphes de Saint-Petersbourg a publié le mois dernier le compte rendu des opérations de ses différents services en 1880. Ce document contient de nombreux renseignements, non seulement sur le service de la télégraphie en Russie, mais sur celui de la télégraphie européenne. Il n'est donc pas sans intérêt d'en résumer les principales indications.

L'ensemble du réseau russe était, au 1^{er} janvier 1881, de 105,361 verstes, et, défalcation faite des lignes des Compagnies qui desservent le long des chemins de fer les mêmes parcours que l'Etat, ainsi que de plusieurs autres doubles emplois, il ressortissait à 88,690 verstes, soit 94,343 kilomètres. Il a presque doublé depuis dix ans. La Russie ne le cède ainsi, pour la longueur des lignes télégraphiques, qu'aux Etats de l'Amérique du Nord, et se place au premier rang parmi les pays d'Europe. Voici, d'après la statistique publiée à Berne par le bureau international des administrations télégraphiques, quelle était, pour le même exercice, l'étendue du réseau des principaux Etats :

Etats-Unis de l'Amérique du Nord, 177,537 kilomètres, Allemagne, 70,826 ; France, 69,830 ; Autriche-Hongrie, 49,625 ; Angleterre, 42,347 ; Italie, 26,289 ; Suède et Norvège, 20,199 ; Suisse, 6,556 ; Belgique, 5,608.

Au point de vue du développement des fils, qui, dans une certaine mesure, est subordonné à l'activité des correspondances, la Russie ne vient qu'après les Etats-Unis et l'Allemagne. Ce développement était, sur le réseau russe, à la fin de 1880, de 201,833 verstes, soit 215,154 kilomètres, et pour les neuf pays compris dans le relevé ci-dessus on constate les chiffres suivants :

Etats-Unis de l'Amérique du Nord, 526,418 kilomètres ; Allemagne, 255,859 ; France, 200,421 ; Angleterre, 194,773 ; Autriche-Hongrie, 143,939 ; Italie, 85,908 ; Suède et Norvège, 45,515 ; Belgique, 26,153 ; Suisse, 16,017.

Proportionnellement au parcours des lignes, la longueur des fils est moindre en Russie que dans ces Etats ; elle ne représente qu'un peu plus du double de l'étendue du réseau (2,2), tandis qu'en France, en Autriche et aux Etats-Unis elle équivaut presque au triple de celle-ci (2,9), qu'en Italie on compte 3,2 kilomètres de fils pour 1 kilomètre de ligne, en Allemagne, 3,6 et en Angleterre 4,5.

Le nombre des télégrammes s'est élevé en 1880 à 7,298,422, dont 6,842,559 ou 94 0/0 tarifés et 455,870 ou 6 0/0 en franchise.

Dans ce total la correspondance intérieure figure pour 6,192,285 dépêches, soit plus des quatre cinquièmes, et la correspondance internationale pour 1,106,144, dont 510,110 dépêches expédiées, 518,811 reçues et 77,223 ayant circulé en transit à travers l'empire.

Quelque considérables qu'ils soient en eux-mêmes, ces chiffres le cèdent encore de beaucoup à ceux de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne, ainsi que le montre le relevé suivant, qui indique le nombre de télégrammes enregistrés en 1880 dans les principaux pays étrangers.

Angleterre, 29,820,445 ; France, 19,882,628 ; Allemagne,

16,312,457; Autriche-Hongrie, 8,729,321; Italie, 6,511,497; Pays-Bas, 3,109,230; Suède et Norvège, 2,028,805.

La Russie ne tient, on le voit, que le cinquième rang en Europe sous le rapport de l'activité des correspondances télégraphiques.

Le ministre de l'agriculture en France vient de publier la statistique de la récolte du blé en 1881.

La récolte de 1880 fut meilleure que celle de 1881.

Le nombre d'hectares était de :

en 1878 de	6.843.000
en 1879 de	6.941.600
en 1880 de	6.879.000
et en 1881 de	7.054.036

La récolte de 1880 fut meilleure que celle de 1881.

Voici les chiffres :

en 1881. hectol.	9.563.510
en 1880. —	9.947.759

L'importation du blé en France est environ de 10 millions d'hectolitres par an.

Le terme moyen de la récolte par chaque hectare semencée fut en 1880 de 14 hectolitres et en 1881 de 13 hect.

— Dans le Nord de la France on est arrivé à récolter 27 hectolitres par hectare. — On a constaté que les récoltes sont toujours plus favorables dans les départements du Nord, où la terre n'est cependant pas plus fertile. — C'est le résultat de l'intelligence et des soins spéciaux des agriculteurs de cette partie de la France.

— D'après une statistique publiée par le ministère des travaux publics, il a été livré à l'exploitation, dans l'Europe entière, en 1881, une longueur de 3.953 kilomètres de chemins de fer. A elle seule, la France est comprise dans ce chiffre pour 1.441 kilomètres, soit 36.45 0/0 de la quantité totale de 5 51 0/0 de l'étendue de son réseau. Au 31 décembre 1881, la longueur des chemins de fer exploités en Europe était de 172.372 kilomètres.

— On annonce de Rome que les importations en Italie, pour le premier semestre 1882, se sont élevées à 596.918.647 fr. contre 657.547.457 fr. pour le semestre correspondant de 1881. Les exportations ont été de 575.643.621 fr. contre 581.178.638 fr.

-- Le commerce spécial de la France avec les pays étrangers est évalué comme il suit, pendant les six premiers mois de 1882 et 1881 :

	1882	1881
Importations.	2.424.761.000	2.387.027.000
Exportations.	4.744.175.000	4.584.738.000
Total.	4.168.936.000	3.971.765.000

— D'après le recensement de l'année 1869, la population de l'Autriche proprement dite était de 20.396.630 habitants. Au 31 décembre 1880, elle était de 22.144.244 personnes; de sorte que, dans un laps de temps de onze ans, il y a eu un accroissement de 1.747.617 habitants, soit 8,4 0/0, équivalant à 0,74 0/0 par an. L'étendue du territoire autrichien est de 299.984 kilomètres carrés. Il y a donc 74 habitants par kilomètre carré; de sorte que l'Autriche le cède à la Belgique (188 hab.), aux Pays-Bas (123 hab.), à la Grande-Bretagne (112 hab.), à l'Italie (96 hab.) et à l'Allemagne (84 hab.); mais elle paraît plus peuplée que la France et les autres Etats de l'Europe. Il importe en cette concurrence de signaler l'avance de l'Autriche à l'égard de la Hongrie, où la population ne s'est accrue en onze ans que de 225.680 habitants: de 15.416.000 âmes en 1869, la population hongroise s'est élevée à 15.642.000 en 1880; ce n'est qu'un accroissement de 0,13 0/0 par an, et 48.0 habitants par kilomètre carré.

Revue financière.

République Argentine. — Le 28 juillet vient d'avoir lieu à Londres la première Assemblée des actionnaires de la « River Plate Trust Loan Agency, Comp. Ld. », organisée il y a à peine onze mois par le « Mercantile and River Plate BK. Ld. » aujourd'hui en liquidation. -- Le capital réalisé de la Comp. n'est que de £ 100.000; elle a réussi cependant à émettre des obligations dont le montant a permis au directeur de compléter le paiement, aux liquidateurs de la Ban-

que, du prix des immeubles et propriétés de la Comp. (£. 340.000 au comptant et £ 250.000 en actions différées de 5 £). — Le revenu des propriétés a été, dans l'année, de £ 17,527, c'est-à-dire au-dessus de la somme calculée. — Les bénéfices nets de l'année se sont montés à £ 6.836.

— Voici la recette de quelques lignes de chemins de fer argentins dans cette année, comparée avec celle de l'année précédente dans la même époque.

Premier janvier à

	1881	1882.
21 Mai. Campaau.	£. 18.270	£. 25.826
28 « Ensenada.	21.266	21.506
4 Juin. Great Southern.	233.825	236.658
28 Mai. Northern of Bs. As.	20.698	21.152

— M. M.-G. Rom, qui a établi à Londres (37 Moorgate St.,) une succursale du Bureau Central des terres de Buenos-Aires continue, selon nos informations à réaliser des ventes importantes et à des prix qui seront bientôt considérablement augmentés, de grands et de petits lots de terre dans la République.

Aussi M. Rom, par son activité et son honorabilité, est le *right man in the right place*.

— Voici le bilan de la Banque de la Province de Buenos-Aires au 31 mai dernier :

	ACTIF	
	Métallique.	Papier.
Gouvernement national. . . . \$	16.823.449.61	»
Eaux et égouts.	»	51.696.440
Banque hypothécaire.	2.246.101.25	»
Mont-de-Piété.	»	4.864.617
Edifices de la Banque.	»	21.970.521.3
Fonds publics municipaux.	»	34.892.000
— de la Province.	19.900.000	6.795.000
Succursales.	»	107.338.294.3
Portefeuille, effets à recouvrer.	8.434.219.93	657.766.073.1
Divers.	3.738.039.65	148.132.085.7
En caisse, or.	4.182.099.77	»
— émission.	225.368	17.682.466.2
	<u>55.549.278.21</u>	<u>1.051.137.498</u>
	PASSIF	
Capital de la Banque. \$	27.449.128.23	34.396.947
Dépôts avec intérêt.	5.087.482.24	912.099.263.4
— sans intérêt.	1.596.871.06	4.437.552.3
Trésor provincial.	»	26.251.779
Billets au porteur.	14.783.000	»
Or pour conversion.	3.000.000	»
Succursale de Dolores.	»	7.869.512.1
Divers.	3.632.796.68	66.082.444
	<u>55.549.278.21</u>	<u>1.051.137.498</u>

C. Casares. Prést.

M. Cuyar. — Frco. Llambi.

— Les finances de la province de Buenos-Aires sont en grande prospérité. D'après le message du gouverneur, M. Dardo Rocha, la plus-value des impôts a donné en 1881 le résultat suivant :

Patentes.	22 0/0 plus qu'en 1880.
Contribution foncière.	47 0/0 — —
Papier timbré.	35 0/0 — —

— Le chemin de fer de l'Ouest, propriété de la province de Buenos-Aires, représente un capital employé de 10 millions de dollars.

Son revenu net, dans la dernière année, a dépassé la somme de 900.000 dollars.

Cette ligne produit donc 9 0/0 d'intérêt. Son parcours est actuellement de 411 1/2 kilom.

La première section de cette ligne (9.807 mètres) fut inaugurée le 30 août 1857. En février 1859 elle arrivait à Moron (24 kilom.) et le 13 avril 1860 à Moreno (40 kilom.). Elle n'avait alors que 4 locomotives, 7 voitures pour passagers et 66 wagons pour marchandises.

Le gouvernement de la province racheta la ligne par contrat du 26 décembre 1862. Les recettes de la ligne depuis le 1^{er} janvier 1863 au 30 décembre 1881 (19 ans) ont été de \$ 488.226.676 m. c. (25 \$ m. c. pour un dollar); les frais se sont élevés à \$ 288.955.100 m. c. 59.185 0/0; le produit net a donc été de \$ 199.271.571 m. c.

Tous les prolongements de cette vaste ligne et ses embranchements ont été construits avec les bénéfices nets de l'exploitation. De manière que, grâce à une administration intelligente, l'emploi d'un capital de 800.000 dollars (rachat de 40 kilom. jusqu'à Moron le 1^{er} janvier 1863) a produit,

pour les finances de la province de Buenos-Aires, un capital, représenté par 411 1/2 kilom., de chemin de fer, 39 locomotives, 77 voitures de passagers, 850 wagons, etc., qui produit par an, aujourd'hui, un bénéfice net de 900.000 à 1.000.000 de dollars !

De pareils chiffres se passent de commentaires ; ils en disent long sur le progrès de Buenos-Aires.

— Les droits d'importation et d'exportation par la douane de Buenos-Aires (capitale de la république argentine), ont produit dans le mois de mai dernier la somme de \$ 1,516,452 (fr. 7,582,260).

Le produit de cette douane, dans les cinq premiers mois de l'année, a été :

En 1880	\$ 5.651.170	fr. 28.255.850
En 1881	6.555.262	32.776.310
En 1882	7.302.494	36.512.470

Dans cette proportion les recettes de la douane de Buenos-Aires atteindront cette année-ci la somme de fr. 92,000,000.

Comme mouvement de valeur d'importation et d'exportation, la douane de Buenos-Aires est la première de l'Amérique latine.

Comme revenus nous classons les douanes de l'Amérique latine dans le rang suivant :

Rio de Janeiro	1880	Rs. 42.386.000	= 97.000.000 fr.
Buenos-Aires	—	\$ 13.562.000	= 67.810.000
Valparaiso	—	7.884.360	= 39.421.000
Vera-Cruz	—	7.000.000	= 35.000.000
Montevideo	—	5.000.000	= 25.000.000

Il résulte donc que les deux grandes douanes rivales de l'Amérique latine sont : Rio de Janeiro et Buenos-Aires ; bientôt celle-ci, même comme revenus, sera la plus importante, puisque pendant que les recettes douanières de Rio n'ont augmenté que de 3 0/0 dans sept ans (1874, 41,000 : à 1880, 42,836,000 \$), celles de Buenos-Aires dans trois ans (1880 à 1882), ont avancé de 30 0/0.

Nous constatons de grands progrès dans les recettes des douanes de Vera-Cruz et de Valparaiso.

Buenos-Aires, le 3 juillet 1882.

L'or, dans la dernière quinzaine n'a été coté qu'avec une prime variant entre 1/2 et 1 1/2 0/0.

Les obligations (*cedulas*) de la Banque hypothécaire de la province de Buenos-Aires sont cotées : Série A, 100 1/2 0/0 ; série B, 100 0/0 ; série C, 98 0/0 et série E, 83 0/0 ; billets du Trésor, 112 0/0 ; fonds publics nationaux de 2 0/0 d'amortissement, 96 0/0 ; idem 1863, 87 0/0 ; bons municipaux 1870 et 1873, 105 0/0 ; idem 1876, 95 0/0 ; dette internationale 96 0/0 ; emprunt pour le Riachuelo, 95 0/0 ; Acciones Puentes y Caminos, 103 0/0 ; Banco Nacional, 117 1/4 0/0 ; Banco de Italia y R. de la Plata, 150 0/0 ; Gaz primitiva, \$ 1.550 ; Gaz Argentino, 95 0/0 ; Telegrafo transandino, 250 \$ Acc. de la Bolsa \$ 1500.

Taux de l'intérêt pour avances sur titres et escompte de billets, de 6 à 7 0/0 ; la Banque de la Province escompte au taux de 7 0/0 ; elle paye pour dépôts, à vue 3 0/0, à terme 5 0/0 ; Banco Nacional, dépôts à vue 3 0/0, à terme 5 et 6 0/0 ; Banco de Italia y R. de la Plata, dépôts à vue 3 0/0, à terme 4 et 5 0/0 ; Banco Carabassa et Cie, dépôts à vue 3 0/0, à terme 4 à 5 0/0, avances 10 0/0 ; Banco de Londres y Rio de la Plata, dépôts à vue 3 0/0, à terme 3 1/2 et 4 0/0, avances 9 0/0 ; Banco Inglez del Rio de la Plata, dépôts à vue, 3 1/2 0/0, à terme, 5 et 5 1/2 0/0, avances, 9 0/0.

Changes : Londres, 49 à 49 1/4^d ; France, 5.15 à 5.16 ; Anvers, 5.17 à 5.18 ; Gènes, 5.17 ; Rio, 11 \$ 200 à 11 \$ 250.

Brésil. — Le 18 de ce mois au lieu à Londres une Assemblée extraordinaire de la « Rio de Janeiro City Improvement Comp. » — Le directoire a été autorisé à émettre £ 65.000 d'obligations à 5 0/0, pour les travaux d'égouts et canalisation dans les quartiers du Trapiche et du Cajú à Rio de Janeiro.

Rio le 9 Juillet 1882.

Bourse. — Actions Banco Commercial, 240 \$ 000 ; — obligations de la Banque Predial, 75 1/2 ; — Banco Industrial, 241 \$ 000 ; — Debentures Sorocabana, 90 1/2 0/0 ; — obligations de la Banque du Brésil, 92 1/2 0/0 ; — Debentures Quissamá 202 \$ 000 — Emprunt national de 1868, 1 : 295 \$; — les £ à 11 \$ 300 ; — Debentures Macahé et Campos 95 0/0 ; — obligations Sorocabana de 100 \$ 78 0/0 ; — Botanical garden 185 \$ 000 ; — Brasil industriel 230 \$ 000 ; — Docas D. Pedro 2^o 110 \$ 000 ; — obligations Léopoldina au pair ; — A polices 1 : 053 \$ 000.

Chili. — La première Assemblée générale des actionnaires de la « Chili Gold Mining Comp. » a eu lieu à Londres le 19 juillet. — La situation de la Comp. n'est pas très satisfaisante ; — le capital réalisé n'est pas suffisant pour compléter les travaux, l'achat et l'envoi des machines. — Une émission d'obligations que le Directoire crut devoir faire n'a pas été très heureuse. — Néanmoins on a réalisé par ce moyen £ 25.000, et on espère que dans peu de temps des résultats brillants encourageront le public à fournir le capital nécessaire pour développer l'exploitation des mines. — Un procès est initié contre le vendeur de la mine pour obtenir une réduction du prix convenu pour l'achat de sa propriété.

— Le papier monnaie du gouvernement en circulation en 1880, se composait de 26 millions de piastres en bons du Trésor de 1.000 piastres chaque, émis suivant un acte du congrès, montant porté à 28 millions en 1881. En 1880, 6.490.000 piastres de bons ont été remplacés par des billets de une à mille piastres, somme portée à 19.887.000 en 1881. Au 31 décembre 1880, l'émission des banques s'élevait à 14.469.813 piastres, contre 12.555.341 en 1881. Le montant total du papier-monnaie gouvernemental ou de banque en circulation en 1880 s'élevait à 28.469.813 piastres contre 26.555.341 en 1881.

— On a décidé la construction de cinq nouvelles lignes de chemin de fer, savoir : une à voie étroite de 75 kilomètres de Serena à Elqui, dans la province de Coquimbo ; une de 150 kilomètres de Quilpué, par Casablanca et Melipilla, à Santiago ; un embranchement de 50 kilomètres de Pelequen à Peumo ; un autre de même longueur de Parra à Cauquenes, et enfin un de 50 kilomètres de Cohihue à Mulchen. On continue, d'autre part, les études de la ligne de Valdivia ; elles sont terminées du point de départ Robleria jusqu'au fort Victoria.

Haïti. — Les actionnaires de la Banque nationale d'Haïti ont tenu le 29 juin leur première assemblée annuelle.

Ils ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre dernier, lequel ne comprend, en réalité, que trois mois de fonctionnement de la Banque.

Les bénéfices acquis dans cette première période montent à 27.167 80, et ils ont été reportés sur l'exercice 1882, qui sera le premier exercice normal.

L'assemblée a confirmé MM. Durand et Félix Bastien dans leurs fonctions de commissaires pour l'exercice 1882.

Pérou. — MM. Thomson T. Bonar et Cie ont annoncé les numéros de 88 obligations de la Cie Iquique, La Noria and Sal de Obispo pour un montant de £ 20.000, qui selon le tirage d'amortissement seront payées au pair dans le guichets de ces banquiers.

Uruguay. — Cette République a réduit sa dette publique en 1881 d'une valeur nominale de \$ 4.212.000 — équivalent de 6, 8 4 0/0 de la totalité de ses dettes, — moyennant l'emploi d'une somme effective de \$ 1.200.974.

— Les recettes de la République pour 1883 sont évaluées à \$ 8.300.000.

— On nous informe, donnant suite à la nouvelle que nous avons publiée dans notre dernier numéro, que M. G. de Verragaude, qui se trouve en rapport avec des principaux banquiers, est arrivé à établir des bases sérieuses et mutuellement avantageuses, pour la République et pour les capitalistes, relatives à une opération sur l'unification des dettes consolidées du pays qu'il s'agit de soumettre à l'approbation des pouvoirs compétents de la République.

Nous nous réjouissons de voir réussir une opération bien combinée de ce genre : elle aurait le mérite, tout en réduisant le chiffre du service aux termes des engagements pris pour 1883, de donner de la stabilité aux titres de la dette et de fixer les créanciers du pays sur la rente qu'ils auront à toucher dès l'année prochaine.

— Voici quel est le montant de la dette publique de cette République.

Dettes avec intérêt et amortissements :

Internes	4 0/0	\$ 14.813.958
—	3 0/0	2.301.927
—	2 0/0	4.846.078
Internationales	5 0/0	2.108.450
Française	4 0/0	1.934.114
Chemin de fer de l'Uruguay	4 0/0	938.000
— — — — — Santa-Rosa	4 0/0	1.800.000
Consolidés de 1880	2 0/0	1.800.000

30.592.527

Dette externe avec intérêt et sans amortissement :

Emprunt de Londres.	2 1/2 %	\$ 14.551.200
Bons additionnels	—	1.746.144
		<u>16.297.344</u>

Dettes avec amortissement et sans intérêt :

Titres spéciaux.	\$ 6.356.652
Amortissables	5.800.000
Billets nationaux.	2.450.000
	<u>14.606.652</u>

Total de toutes ces dettes, or . . . \$ 61.496.523

L'Etat paye par an pour le service de ces dettes :

Intérêts	\$ 1.497.334.91
Amortissements.	1.200.972.11
Total en or.	<u>2.698.307.02</u>

Selon les contrats avec les porteurs des titres des dettes internes et de la dette externe (Londres), le service intégral sera repris à partir du 1^{er} janvier 1883. Ce service exigerait l'emploi de 5 millions de \$ or, au lieu de \$ 2.698.000. Le gouvernement ne pourra pas remplir cet engagement. Un nouveau contrat avec les porteurs de titres devient indispensable.

Montevideo, 4 juillet 1882

Deuda amortizable à 19; Titulos adicionales à 39; Pacificacion 2^a serie à 39 3/4; Titulos especiales 8 1/4; Rescate y Pacificacion 1^a serie 37 1/2; Consolidados del 80 à 29 1/4.

Venezuela. — Il y a 18 mois le gouvernement signa avec les porteurs de titres de la dette externe, à Londres, un arrangement par lequel l'intérêt était réduit à 3 0/0 pendant dix-huit mois et serait payé, après ce délai, à raison de 4 0/0 par an. Une partie de l'émission des nouveaux titres était destinée à la conversion de la dette externe, savoir £ 2.750.000 et £ 1.250.000 à la substitution des titres des anciennes dettes internes.

La conversion ayant rencontré de sérieuses difficultés à l'intérieur, la somme destinée au service total de la dette, unifiée seulement en partie, est insuffisante pour reprendre le paiement à 4 0/0.

La corporation des porteurs de titres de dette, à Londres, a été saisie d'une proposition du gouvernement adressée à ce comité par l'honorable M. de Rojas, Agent Fiscal de Venezuela; — le gouvernement offre : 1^o moyennant une réduction de 8 0/0 sur le capital de la dette, le paiement des intérêts à 4 0/0; 2^o si cet arrangement n'est pas accepté, continuer à payer le 3 0/0 jusqu'à ce que par la diminution du capital qui continuera à être amorti, il soit possible de revenir au paiement de l'intérêt de 4 0/0.

La réunion des porteurs de titres vénézuéliens eut lieu à Londres le 17 juillet; — ils reconnurent que le gouvernement ne s'était engagé à payer le 4 0/0 après les dix-huit premiers mois que dans l'espoir de réaliser la conversion et l'unification totale des dettes, internes et externes, mais tout en autorisant le comité à négocier avec l'Agent Fiscal le meilleur arrangement possible, manifestèrent le désir que l'intérêt de 4 0/0 soit payé sans réduction du capital.

Banque d'Angleterre (bilan du 27 juillet 1882).

DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS D'ÉMISSION

Passif.

Billets créés. £ 38.150.875

Actif.

Dette fixe de l'Etat.	£ 11.015.100
Rentes immobilisées.	4.734.900
Or, monnaie et lingots	22.400.875
TOTAL.	<u>38.150.875</u>

DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS DE BANQUE

Passif.

Capital social.	£ 14.553.000
Réserve et prof. et pert.	3.375.716
Trésor et Admin. publ.	3.859.186
Comptes particuliers.	27.462.081
Billets à sept jours, etc.	216.926
TOTAL.	<u>49.466.909</u>

Actif.

Rentes disp. (à la Banq.).	£ 14.349.471
Portefeuille et avances.	22.713.909
Billets en rés. (N. B.)	11.459.985
Or et arg. mon. (N. B.)	943.544
TOTAL.	<u>49.466.909</u>

Banque de France (bilan du 27 juillet 1882).

Actif.

Encaisse métallique		
or.	Fr. 979.689.160	
argent.	« 1.157.479.839	2.137.168.999
Portefeuille		1.103.861.286
Avances sur titres, lingots, etc.		331.732.898
Avances à l'Etat.		99.603.000
Rentes de la réserve et immobilisées.		112.980.750
Rentes disponibles.		99.634.634
Immeubles.		10.635.795
Divers.		66.025.942
TOTAL.		<u>3.961.784.250</u>

Passif.

Capital.	Fr. 182.500.000
Réserves et bénéfices.	44.105.507
Billets au porteur.	2.686.265.310
Compte du trésor.	488.213.972
Comptes courants	475.276.230
Billets à ordre	35.645.058
Divers	49.778.172
TOTAL.	<u>3.961.784.250</u>

BANQUE DE L'EMPIRE D'ALLEMAGNE.

Bilan hebdomadaire du 7 juillet 1882.

ACTIF.

	Reichsmarks
Encaisse métallique.	562.062.000
Bil. de la caisse de l'empire.	29.970.000
Billets d'autres banques.	13.375.000
Lettres de change.	390.650.000
Créances.	74.137.000
Effets.	15.719.000
Actifs divers.	31.293.000

PASSIF.

Capital.	120.000.000
Fonds de réserve.	17.724.000
Billets en circulation.	804.050.000
Echéances journalières.	167.172.000
Autres passifs.	1.248.000

Marché de Paris.

Escompte de la Banque de France, 3 1/2 0/0; avances, 4 1/2.

Cours du 3 0/0 (dette publique) 81.20; du 5 0/0, 115.10; du 3 0/0 amortissable, 81.40.

Grande abondance de capitaux; la situation continue pleine de perplexités, on craint les complications politiques.

Banque de France, 5.340; Crédit Foncier, 1.450; Banque hypothécaire, 615; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1.083; Comptoir d'escompte, 1.045; Crédit Lyonnais, 680; Crédit Industriel, 730; Banque Franco-Egyptienne, 615; Société Générale, 615; Banque d'escompte 550; Suez, actions, 2 575; Canal Panama, 540.

Marché de Londres.

Escompte à la Banque d'Angleterre 3 0/0 Consolidés, 99 3/4. — Abondance d'argent; situation indécise en vue des affaires égyptiennes.

London and County Bk., actions de 20 £, 74 1/2; National Bk., act. de 10 £, 24; Union of London Bk., actions de 15 1/2 £, 49.

COMPAGNIES DIVERSES DE L'AMÉRIQUE LATINE DANS LE MARCHÉ DE LONDRES

ÉTATS	OPÉRATIONS	NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL		DERNIER DIVIDENDE	Dernière cote officielle.		OBSERVATIONS		
			ACTIONS	OBLIGATIONS		Action.	Obligat.			
République Argentine.	Banque.	English BK. of the R. Plate Ld.	20	1.000.000	»	»	5 1/4	» £ 300.000 réalisées. 6 £ sur act.		
	»	London and R. Plate BK. Ld.	25	1.500.000	»	»	14 1/2	» £ 600.000 réalisées. Réserve £ 150.000. — 10 £ sur act.		
	»	Mercantile BK. of the R. P. Ld.	20	»	»	»	11 1/2	» En liquidation.		
	Gaz.	Belgrano (Buenos-Aires) Gaz C. Ld.	10	68.950	6 0/0	20.600	2 1/2 0/0	»		
	»	Buenos-Aires (New) Gaz C. Ld.	10	270.000	6 0/0	130.000	5 0/0	8 1/4	»	
	Terres.	River Plate Trust, Loan Agency C. Ld.	10	1.250.000	»	250.000	»	»	» Organisée par le Merc. BK. of the R. Plate. — £ 100.000 réalisées.	
	»	Central Argentine Land C. Ld.	1	130.000	»	»	10 0/0	2 1/2	»	
	Tramways.	Anglo Argentine Tramways C. Ld.	5	200.000	6 0/0	66.600	5 0/0	5 1/2	115	
	»	City of Buenos-Aires Tramways C. Ld.	5	350.000	6 0/0	116.000	4 1/2 0/0 s.	8	120	Réserve £ 40.000.
				4.768.950		333.200				
Bolivie.	Mines.	Frontino and Bolivia Gold Mg. C. Ld.	2	120.000	»	»	5 0/0	3	»	
Brésil.	Banque.	English BK. of R. de Janv. Ld.	20	1.000.000	»	»	10 0/0	14	» £ 500.000 réalisées. Réserve £ 150.000, 10 £ payés.	
	»	New London and Brazn. BK. Ld.	20	1.000.000	»	»	8 0/0	12	» £ 500.000 réalisées. Réserve £ 165.000, 10 £ payés.	
	Gaz.	Bahia Gaz Comp. Ld.	20	150.000	»	»	13 1/2 0/0	18	»	
	»	Nitheroy (Brasil) Gaz C. Ld.	10	84.926	7 0/0	10.000	4 1/2 0/0	»	»	
	»	Pará Gaz Comp. Ld.	10	166.870	»	»	5 1/2 0/0	6	»	
	»	Rio de Janeiro Gaz C. Ld.	20	750.000	»	»	10 0/0	25	» Réserve £ 97.000.	
	»	S. Paulo Gaz C. Ld.	10	80.000	»	»	10 0/0	12	»	
	Mines.	Brazilian Gold Mines C. Ld.	1	40.000	»	»	»	»	»	
	»	Rio Grande do Sul Gold Mg. C. Ld.	5	188.405	»	»	»	»	» Travaux arrêtés.	
	»	St. John del Rey Mining C. Ld.	200	253.000	»	»	5 0/0	170	» Réserve £ 68.000.	
	»	Santa Barbara Gold Mg. C. Ld.	1/2	20.000	»	»	10 0/0	»	»	
	»	Brazilian Land and Mining C. Ld.	5	40.450	»	»	»	»	»	
	Tramways.	Brazilian Street Railway C. Ld.	2	124.200	6 0/0	5.000	3 3/4 0/0	1 1/4	»	
	Télégraphe.	Brazilian Submarine Telegr. C. Ld.	10	1.300.000	»	»	7 0/0	11 1/2	» Réserve £ 345.000.	
	»	Western and Brazn. Telegr. C. Ld.	20	1.398.200	6 0/0	450.000	»	7 1/2	109	Pas de dividende depuis 1875.
Navigation.	Amazon Steam Navigation C. Ld.	15	606.285	»	»	6 0/0	12 1/2	» Réserve £ 52.500.		
Sucrerie.	Central Sugar Factories of Br. C. Ld.	20	600.000	»	»	»	10	» £ 12 payées.		
Eaux, égouts.	Cantareira W. S. y Drainage (S. Paulo) C. Ld.	»	»	6 0/0	127.000	»	»	96		
»	Rio de Janeiro city imprts. C. Ld.	25	1.000.000	5 0/0	364.000	6 0/0	27	100		
»	Recife Drainage C. Ld.	100	50.000	5 0/0	100.000	»	»	89		
			8.862.236		1.056.000					
Chili.	Gaz.	Copiapo Gaz Comp. Ld.	10	250.000	»	»	»	»	» La dépréciation de la monnaie ne permet pas de distribuer des div.	
	Mines.	Chili Gold Mining C. Ld.	1	500.000	»	»	»	5/8	»	
	»	Copiapó Mining C. Ld.	4	200.000	»	»	6 et 8 0/0	3 1/4	»	
	»	Tocopilla Copper Mg. and Smelting C. Ld.	1	120.000	»	»	»	3/4	»	
			1.070.000		»					
Colombie.	Mines.	Antioquia (Frontino) C. Ld.	1	36.393	»	4.980	»	»	»	
	»	Colombian Hydraulic Mg. C. Ld.	1	73.308	»	4.620	»	»	»	
	»	Organos Gold Mines Ld.	1	15.000	»	»	»	»	»	
			124.701		9.600					
Mexique.	Banque.	London BK. of Mexico and Sth. Am. Ld.	10	500.000	»	»	6 0/0	5 1/4	» £ 5 sur act. payées.	
	Mines.	United Mexican Mining C. Ld.	30	129.522	»	»	»	11 1/4	»	
	»	Almada and Tiritó Cons. Silver Mg. C. Ld.	1	130.000	10 0/0	»	»	5/8	» Pas de divid. depuis 1876.	
			759.522		»					
Pérou.	Guano.	Peruvian Guano Comp. Ld.	5.000	825.000	»	»	10 0/0	»	» Derniers dividendes payés bons de la Comp. de 6 0/0.	
	Dock.	Callao Dock Comp.	15 1/2	116.250	»	»	5 1/2 0/0	12 3/4	»	
				941.250		»				
Uruguay.	Gaz.	Montevideo Gaz C. Ld.	20	541.920	»	»	6 0/0	14	» Réserve £ 75.515.	
	Eaux.	Montevideo Water Works C. Ld.	20	350.000	7 0/0	250.000	»	»	»	
	Terres.	Uruguay Pastoral Association Ld.	100	64.000	»	»	6 0/0	»	»	
	Télégraphe.	London Platino Brn. Telegr. C. Ld.	10	383.480	7 0/0	100.000	2 3/4 0/0	5	» Concessions Lamas.	
	»	Montevideo and Brn. Telegr. C. Ld.	10	89.140	»	13.880	1 1/2 0/0	»	» Marcuartur.	
	Viandes.	Liebig's Extract of Meat Comp. Ld.	20	480.000	»	»	10 0/0	35	» Réserve £ 78.092.	
			1.908.540		363.880					
Vénézuéla.	Mines.	Callao (bis) Gold Mining C. Ld.	1	130.000	»	»	»	»	» Formée en 1880.	
	»	New Callao Ld.	1	75.000	»	»	»	»	» — 1881.	
	»	La Concepcion Gold M. C. Ld.	1	110.000	»	»	»	»	» — »	
	»	Potosi Gold Mining C. Ld.	1	350.000	»	»	»	3/4	» — 1880.	
	»	Nouveau Monde Gold Mg. C.	1	200.000	»	»	»	1/2	» — »	
	»	Sosa-y-Mendes Gold Mg. C. Ld.	1	100.000	»	»	»	»	» — 1881.	
	»	Tolima Mining C. Ld.	5	95.770	»	»	5 0/0	»	»	
			1.060.770		»					
		Total de ces 55 Comp.		19.616.069						
				1.762.680						
				21.378.749						

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER DES PAYS LATINO-AMÉRICAINS DANS LE MARCHÉ DE LONDRES

ÉTATS.	NOM DE LA COMPAGNIE.	GARANTIE DU GOUVERNEMENT		CAPITAL.		DERNIER DIVIDENDE.	DERNIÈRE COTE OFFICIELLE.		OBSERVATIONS.	
		%	SUR CAPITAL.	ANNEES.	OBLIGATIONS.		ACTIONS.	OBLIGAT.		
					ACTIONS.					OBLIGATIONS.
République Argentine.	Buenos-Aires and Campana Railway C. Ld.	7	£ 400.000	20	£ 477.480	7 0/0	£ 439.286	»	»	Pour la garantie les frais d'exploitation sont calculés à 50 0/0. Le cap. actions est divisé la moitié en actions de préférence; ce sont celles-ci qui ont reçu le dividende. 246 1/2 milles. La garantie est de 10.000 £ par mille. 53 milles. Les obligations n'ont pas été encore émises. Cette ligne ne fait pas ses frais. 77 m. Comp. brésilienne. Les oblig. n'ont pas encore été émises. 60 milles. Entre les actions il y en a des déferés pour £ 118.300. — 75 milles. Il n'a été émis encore que £ 750.000 act.
	Buenos-Aires and Ensenada Port Railw. C. Ld.	»	»	»	700.000	6 0/0	15.500	10 7/8	»	
	Buenos-Aires Great Southern Railw. C. Ld.	»	»	»	1.930.000	6 0/0	770.135	169	130	
	Central Argentine Railw. C. Ld.	7	1.643.000	40	1.300.000	6 0/0	549.400	120	121	
	East Argentine Railw. C. Ld.	7	500.000	40	668.000	7 0/0	310.200	19 1/2	104	
	Northern Railway of Buenos-Aires C. Ld.	7	150.000	20	235.000	5 0/0	223.547	3	101	
Brésil.	Alagoas Railway C. Ld.	7	512.212	30	300.000	7	212.212	22 1/2	»	
	Bahia and S. Francisco Railw. C. Ld.	7	1.800.000	90	1.800.000	»	»	22 1/2	»	
	Brazilian Imperial Central Bahia R. C. Ld.	7	1.462.500	30	737.500	6	711.900	22 1/2	107	
	Campos ant Carangola Railway C.	7	675.000	30	»	5 1/2	393.700	»	99 1/2	
	Conde d'Eu Railway C. Ld.	7	675.000	30	425.000	»	»	23	»	
	Donna Theresa Christina Railw. C. Ld.	7	613.238	30	300.000	7	313.238	22	99 3/4	
	Great Western of Brazil Railw. C. Ld.	7	562.500	30	300.000	6	262.500	26 1/2	122	
	Imperial Brazilian Natal and Nova Cruz R. C. Ld.	7	618.300	30	431.700	5 1/2	368.300	22	102	
	Minas and Rio Railway C. Ld.	7	1.816.875	30	1.000.000	6	400.000	25	106	
	Porto Alegre and New Hamburg (Br.) R. C. Ld.	7	202.500	60	242.300	6	168.620	»	»	
	Recife and S. Francisco (Pernambuco) R. C. Ld.	7	1.200.000	»	950.000	5 1/2	248.930	10 1/2	»	
Chili.	S. Paulo and Rio de Janeiro Railw. C.	7	1.200.000	30	»	6	600.000	»	104 1/2	
	S. Paulo (Brazilian) Railway C. Ld.	7	2.650.000	30	2.500.000	5 1/2	750.000	39	120	
	Western Railway C. of S. Paulo.	»	»	»	»	7	150.000	»	»	
	Copiapó Railway Comp.	»	»	»	840.000	»	»	68	»	
	Coquimbo Railway Comp.	»	»	»	549.540	8	156.000	»	»	
	Panama Railroad Comp.	»	»	»	»	7	569.800	»	»	
	Honduras inter-oceanic Railw. C. Ld.	»	»	»	5.347.720	6	2.000.000	140	128	
	Mexican Railw. C. Ld.	»	»	»	5.820.780	»	»	»	»	
	Arica and Tacna Railw. C. Ld.	»	»	»	450.000	6	»	»	»	
	Iquique and La Noria Pizagua y Sal de Obispo R.	»	»	»	»	7	1.000.000	»	»	
Colombie. Honduras. Mexique. Pérou.	Lima Railways Company Ld.	»	»	»	800.000	5 1/2	35.000	5 1/2	400	
	National Pisco to Ica R. C.	»	»	»	»	5	290.000	»	42	
	Central Uruguay R. C. of Montevideo Ld.	»	»	»	1.000.000	6	470.000	9 1/4	119	
	North Western R. of Montevideo C. Ld.	7	1.400.000	40	840.000	6	600.000	»	32	
	Uruguay Central ant Higuieritas R. C. of M ^o Ld.	7	1.460.000	40	82.200	7	164.400	»	»	
	Résumé.				30.017.220		11.772.868			
	République argentine		2.693.000		5.330.480		2.308.068			
	Brésil.		13.988.125		8.986.500		1.179.600			
	Uruguay.		2.560.000		1.892.200		1.234.400			
	Autres États ci-dessus énumérés.		»		3.808.140		4.050.800			

EMPRUNTS DES GOUVERNEMENTS LATINO-AMÉRICAINS DANS LE MARCHÉ DE LONDRES

ÉTATS	Date de l'émission.	SOMME DE L'EMPRUNT	SOMME AMORTIE	SOMME A AMORTIR	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT		PRIX D'ÉMISSION	Dernier prix à la cote officielle.	OBSERVATIONS
						PAR AN	FORME			
République argentine.	1868	£ 2.500.000	£ 1.226.900	£ 1.273.100	6 %	2 1/2 % ac.	Tirages semestr.	72 1/2	101	
	1871	6.122.400	2.336.900	3.785.500	6 %	2 1/2 % ac.	»	88 1/2	100	
	1872 et 1874	3.648.243	662.843	2.985.400	6 %	1 % ac.	Achat sur place.	76 et 80	94 1/2	Cet emprunt est en pesos fuertes, (hard dollars).
	1876	1.200.000	»	1.200.000	9 %	4 % ac.	Offre des porteurs	»	112	L'amortissement n'a pas eu lieu jusqu'à maintenant parce que les porteurs des titres ne veulent les offrir qu'au-dessus du pair.
	1881	2.450.000	11.800	2.438.200	6 %	1 % ac.	Tirage semestr.	91 %	94	Cet emprunt fut émis à Paris.
		15.920.643	4.238.443	11.682.200						
Bolivie.	1871	1.654.000	»	1.654.000	6 %	1 % ac.	»	68 %	2 1/2 %	Emprunt Church. Une partie du montant resté à Londres, fut divisée entre les porteurs de titres.
Brésil.	1852	1.040.600	731.400	309.200	4 1/2 %	1 % ac.	Achat sur place.	95 %		Le gouvernement ne s'oblige à amortir que si les titres sont au-dessous du pair.
	1858	1.526.500	1.510.000	16.500	4 1/2 %	2 % ac.	»	93 %		Mêmes conditions que les précédentes.
	1860	1.373.000	1.072.000	301.000	4 1/2 %	1 1/2 % ac.	»	90 %		Mêmes conditions.
	1863	3.853.300	2.226.900	1.628.400	4 1/2 %	1 1/2 % ac.	»	88 %	99	Mêmes conditions, mais en outre le gouvernement se réserve le droit d'amortir par des tirages au pair dans le cas où les titres auraient des primes en bourse.
	1865 et 1871	6.963.600	1.528.500	5.435.100	5 %	1 % ac.	Tirages semestr.	74 %	100 1/2	
		3.459.600	415.700	3.043.900	5 %	1 % ac.	»	89 %	101	
	1875	5.301.200	287.900	5.013.300	5 %	1 % ac.	Achat sur place.	96 1/2 %	101	Mêmes conditions d'amortissement que l'emprunt de 1863. — L'amortissement ne commença qu'en 1877.
	1879	5.837.062	205.625	5.631.437	4 1/2 %	1 1/2 % ac.	»	89 %	91	Mêmes conditions d'amortissement que l'emprunt 1863.
		29.356.862	7.978.025	21.378.837						
Buenos-Aires (prov. argentine.)	1824	1.000.000	353.600	646.400	6 %	1/2 % ac.	Achats sur place.	85 %	97	Le service est fait par le gouvernement National.
	1837	1.641.000	1.113.200	527.800	3 %	1/4 % ac.	»	...	97 1/2	
	1870	1.034.700	136.300	898.400	6 %	1 % ac.	Tirages semestr.	88 %	96	Le gouvernement s'est réservé le droit d'augmenter le fond d'amortissement.
	1873	2.040.800	162.300	1.878.500	6 %	1 % ac.	»	89 1/2 %	95 1/2	
		5.716.500	1.763.400	3.951.100						
Chili.	1842	756.500	577.096	179.404	3 %	»	Tirage ou achat.	L'amortissement de toutes les dettes du Chili est suspendu depuis mai 79.
	1858	1.554.800	604.800	950.000	4 1/2 %	1/2 % ac.	Tirage ou achat a option du gouv.	92 %	83	
	1866	1.120.920	436.820	684.100	7 %	1 1/2 % ac.	Tirage semestriel.	92 %	103	
	1867	2.000.000	674.700	1.325.300	6 %	2 % ac.	Tirage annuel.	84 %	102	
	1870	1.012.700	178.800	833.900	5 %	1 % ac.	Tirage semestriel.	...	91	Pendant les cinq premières années, le fond d'amortissement était de 5 0/0 par an.
	1873	2.276.500	284.100	1.992.400	5 %	2 % ac.	»	94 %	93	
	1875	1.900.000	143.300	1.756.700	5 %	2 % ac.	»	88 1/4 %	93	Le public ne souscrivit que £ 1.143.400.
		10.621.420	2.899.616	7.721.804						
Colombie.	1877	2.000.000	74.100	1.925.900	4 3/4 %	...	Tirage trimestriel.	Dernier coupon payé en octobre 1879.
Costa Rica.	1871	1.000.000	121.300	878.700	6 %	2 % ac.	Tirage semestriel.	72 et 74	24	Paiements suspendus depuis mai 1874.
	1872	2.400.000	64.300	2.335.700	7 %	1 % ac.	»	82	18	
		3.400.000	185.600	3.214.400						
Équateur.	1867	1.824.000	»	1.824.000	1 à 6 %	»	»	»	12	Paiements suspendus depuis mai 1868.
Entre Rios. (p. argent.)	1872	226.800	74.700	152.100	7 %	2 1/2 % ac.	Tirage semestriel.	90 %	102	Le gouvernement s'est réservé le droit d'amortir extraordinairement la dette par des achats sur place.
Guatemala.	1856	100.000	24.400	75.600	5 %	...	Tirage semestriel.	...	35	Paiements suspendus depuis février 1876.
Honduras.	1867	1.000.000	99.300	900.700	10 %	5 % ac.	Tirage annuel.	80 %	5 1/2 %	
	1867	90.000	11.200	78.800	5 %	...	Achats sur place.	...	5	Paiements suspendus depuis 1873.
	1870	2.500.000	257.500	2.242.500	10 %	6 % ac.	Tirage annuel.	80	6	
		3.590.000	368.000	3.222.000						

EMPRUNTS DES GOUVERNEMENTS LATINO-AMÉRICAINS DANS LE MARCHÉ DE LONDRES (suite).

ÉTATS	Date de l'émission.	SOMME DE L'EMPRUNT	SOMME AMORTIE	SOMME A AMORTIR	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT		PRIX D'ÉMISSION	Dernier prix à la cote officielle.	OBSERVATIONS
						PAR AN	FORME			
Mexique.	1851	£ 10.241.650	»	10.241.650	3 0/0	»	»	»	21 3/4	Paiements arrêtés depuis 1866.
	1864	4.864.800	»	4.864.800	3 0/0	»	»	»	11	Paiements arrêtés depuis 1867.
	1864	12.365.000	»	12.365.000	6 0/0	1 0/0 ac.	»	63 0/0	...	Cet emprunt a été répudié par le gouvernement de la République.
Paraguay.	1871	27.471.450	»	27.471.450	8 0/0	2 0/0 ac.	Tirages trimestr.	80 0/0	10	Paiements arrêtés depuis mai 1871.
	1871	1.000.000	43.000	957.000	8 0/0	2 0/0 ac.	Tirages trimestr.	80 0/0	10	Paiements arrêtés depuis avril 1874. — Le public ne souscrivit qu'une faible partie de l'emprunt.
	1872	2.000.000	1.451.700	548.300	8 0/0	2 0/0 ac.	»	85 0/0	10	
Pérou.	1870	48.720.000	3.555.920	45.164.080	6 0/0	2 0/0 ac.	Tirages semestr.	82 1/2 0/0	14 1/2	Tous paiements arrêtés depuis 1876. — Une somme de £ 11.141.580, des titres 5 0/0 est en dépôt à la Banque d'Angleterre. Les dépôts de guano étant au pouvoir des forces chiliennes le gouvernement du Chili a promis de diviser avec les créanciers du Pérou en Europe le produit de la vente du guano.
	1872	36.800.000	2.777.500	34.022.500	5 0/0	2 0/0 ac.	»	77 1/2 0/0	11 1/2	
	1872	48.720.000	3.555.920	45.164.080	6 0/0	2 0/0 ac.	»	77 1/2 0/0	11 1/2	
San Domingo.	1869	757.700	247.310	510.390	6 0/0	1 0/0 ac.	Tirages semestr.	70 0/0	15	Paiements arrêtés depuis 1872. — Somme placée effectivement £ 530.390.
Santa-Fé. (p. argent.)	1874	300.000	72.400	227.600	7 0/0	2 1/2 0/0 ac.	Tirages semestr.	92 0/0	101	En août 1876, le paiement des intérêts fut suspendu en vue de circonstances exceptionnelles. — Par un accord entre le gouvernement et les porteurs des titres on recommença à payer les intérêts en février 1878, mais à une réduction du taux de 6 0/0. — En février 1883, le paiement de l'intérêt intégral sera repris; l'amortissement d'ores et déjà sera fait au prix des offres en licitation. Les titres émis en 1878 furent en paiements des coupons arriérés.
Uruguay.	1871 et 1872	3.500.000	404.000	3.096.000	6 0/0	2 1/2 0/0 ac.	Tirages semestr.	»	38 1/4	
	1878	371.520	»	371.520	6 0/0	»	»	»	32	
Venezuela.	1881	4.871.520	1.362.300	3.509.220	3 et 4 0/0	...	Achats sur place.	»	34	Cet emprunt a été émis pour £ 4.000.000 dont 1.250.000 correspondent à la dette interne.
		2.750.000	»	2.750.000						
		162.280.895	23.382.614	137.898.281						

Revue commerciale.

Nous commençons à recevoir de nos correspondants spéciaux des renseignements exacts et minutieux sur les différents produits. — Dans la suite nous compléterons l'organisation de cette section de notre journal, avec les correspondances commerciales d'Amérique. — Nous recevons avec plaisir les nouvelles et observations de nos souscripteurs, et, nous leurs ferons parvenir par lettre les renseignements spéciaux dont ils nous feront la demande.

Voici la situation actuelle des produits de l'Amérique latine dans quelques marchés principaux.

Havre 30 Juillet 1882.

Laine. — Mouvement du marché dans les six premiers mois de 1882.

	IMPORTATIONS.	DÉBOUCHÉS.	STOCK au 30 juin
Buenos-Aires	58.080	72.598	34.309
Montevideo et Entre-Rios	9.914	17.272	6.568
Pérou et Chili	6.014	8.589	86
Russie	2.535	161	335
Espagne	»	2.712	317
Diverses provenances	292	243	»
	76.835	101.575	41.615

DERNIERS COURS.

LAINES.	SUPÉRIEURE.	BONNE.	MOYENNE.	INFÉRIEURE.
Classes du Havre. BUENOS-AIRES, EN SUINT				
	fr.	fr.	fr.	fr.
Mérinos	2 10 à 2 30	1 85 à 2 05	1 60 à 1 75	1 30 à 1 50
1 ^a	2 05 à 2 25	1 80 à 2 —	1 55 à 1 70	1 25 à 1 45
2 ^a	2 — à 2 20	1 75 à 1 95	1 55 à 1 65	1 25 à 1 45
3 ^a	1 90 à 2 10	1 70 à 1 85	1 50 à 1 60	1 20 à 1 40
Agneaux	1 90 à 2 10	1 70 à 1 85	1 45 à 1 65	1 15 à 1 35
Vent. et Morc.	1 15 à 1 50	1 05 à 1 40	» 90 à 1 25	» 65 à 1 10
Linc ^a et Crois.	2 20 à 2 40	1 90 à 2 10	1 70 à 1 80	» — à » —
MONTEVIDEO, ENTRE-RIOS, B.-ORIENTALE ET R.-GRANDE, EN SUINT				
	fr.	fr.	fr.	fr.
Mérinos	2 40 à 2 50	2 15 à 2 30	1 90 à 2 05	» — à » —
1 ^a	2 35 à 2 45	2 10 à 2 25	1 85 à 2 —	» — à » —
2 ^a	2 25 à 2 35	2 05 à 2 20	1 85 à 2 —	» — à » —
3 ^a	2 15 à 2 25	1 95 à 2 10	1 80 à 2 —	» — à » —
4 ^a et 5 ^a	1 60 à 2 —	1 50 à 1 90	1 30 à 1 75	» — à » —
Agneaux	2 10 à 2 20	1 85 à 2 —	1 60 à 1 75	» — à » —
Vent. et Morc.	1 35 à 1 75	1 20 à 1 65	1 15 à 1 50	» — à » —
Pérou fr.				
		1 40 à 1 90	1 30 à 2 90	
Chili.	fine	1 60 à 1 90	» — à » —	
	métis	1 30 à 1 70	» — à » —	
	commune	1 — à 1 25	» — à » —	
	noire	» 75 à 1 70	» — à » —	
	Pelades Mérinos	1 35 à 1 70	» — à » —	
» Métis	1 25 à 1 60	» — à » —		

Russie.	(suint.)	1 70 à 2 25	» — à » —
	lavée à chaud.	» — à » —	2 — à 5 —
	Donskoy lavée.	» — à » —	1 80 à 2 20
	finés légères.	1 75 à 1 90	2 20 à 3 50
Espagne.	lourdes	1 20 à 1 40	» — à » —
	noires	1 20 à 1 70	» — à » —
Portugal.	» 70 à 1 30	» — à » —

PEAUX DE MOUTON, EN SUINT, COURS NOMINAUX

	BUENOS-AIRES.	MONTEVIDEO.
Mérinos.	1 30 à 1 80	1 80 à 2 05
1 ^a	1 25 à 1 70	1 70 à 2 —
2 ^a	1 20 à 1 65	1 60 à 1 85
3 ^a	1 15 à 1 50	1 40 à 1 70
4 ^a et commune.	» 70 à 1 30	» 80 à 1 40
Mi-laine.	1 20 à 1 50	1 40 à 1 70
Rasons et mi-rasons.	» 60 à 1 30	» 70 à 1 40
Agneaux grands.	1 25 à 1 60	1 30 à 1 80
— moyens.	» 90 à 1 40	» 90 à 1 50
— petits et mort-nés.	1 — à 1 85	1 — à 1 80

Les transactions en laines de la Plata, aux enchères et entre séances, n'ont pas été importantes dans la dernière quinzaine. Vendeurs fermes. Les laines du Chili ont donné lieu à des ventes un peu plus actives avec fermeté dans les prix.

Peaux de moutons. — Opérations presque nulles.

Cuir. — Mouvements du marché dans les 6 premiers mois de l'année.

	IMPORTATIONS.	DÉBOUCHÉS.	STOCK.
Plata et Rio-Grande secs.	9.654	24.201	11.914
Plata salés.	94.766	117.353	27.271
Rio-Grande salés	30.720	37.453	1.611
Diverses provenances	162.430	157.602	19.786
	297.570	333.609	60.582

DERNIERS COURS, LES 50 KILOS ACQ.

PLATA secs, Bœufs, 1 ^{re} sorte, 13/16 kil.	fr. 140	» à 145
— — — 1 ^{re} — 11/12 1/4 kil.	140	» à 135
— — — 1 ^{re} — 10/11 kil.	120	» à 125
— — — 2 ^e —	105	» à 127 50
— — — inférieurs	85	» à 105
— Vaches 1 ^{re} sorte, 10/11 kil.	130	» à 135
— — — 1 ^{re} — 9/10 kil.	122 50	à 130
— — — 2 ^e —	100	» à 125
— — — inférieures.	85	» à 100
— Veaux.	90	» à 115
RIO-GRANDE secs. { bons	115	» à 125 » N
{ secondaires	95	» à 110
PLATA Saladeros { nouveaux { 28/29 kil.	72	» à 73 50
{ nouveaux { 27/28 kil.	71	» à 72
{ anciens { 29/30 kil.	70	» à 72
{ anciens { 27/28 kil.	68	» à 69
{ Vaches.	68	» à 71
{ Vaches.	71	» à 74
{ Veaux légers, la pièce.	» 50	à 2 50 M
Dito Mataderos { Bœufs.	68	» à 72
{ Vaches, 20/22 kil.	67	» à 72
CHEVAUX secs, la pièce.	5	» à 10
— salés, les 50 kilog., Plata.	40	» à 55 50
R.-Grande.	40	» à 47 50
Bœufs étendus, 28/30 kil.	67	» à 68 » N
22/27 kil.	62	» à 66 » N
RIO-GRANDE Saladeros. { Bœufs ronds.	68	» à 69 » N
{ Bœufs ronds.	63	» à 67 » N
{ Vaches.	63	» à 66
BAHIA secs.	100	» à 112 50
— salés secs.	85	» à 92 50
CENTRE-AMÉRIQUE secs et avec apprêt.	80	» à 105
COTE-FERME secs et avec apprêt.	80	» à 105
FERNAMBOURG secs.	100	» à 112 50
— salés secs	95	» à 98 » M
— salés verts 21/22 kil.	66	» à 67 » N
PARA salés verts	60	» à 62
LIMA et PLATA secs	85	» à 105
— salés secs { Bœufs.	80	» à 85
{ Vaches.	80	» à 82 50
— salés verts { Bœufs.	63	» à 64
{ Vaches.	62	» à 63
MINAS secs état sain	125	» à 130
RIO-JANEIRO salés verts { Bœufs 31/36 kil.	57	» à 60
{ Vaches 25/28 kil.	55	» à 60
{ plus légers.	50	» à 54
TAMPICO secs et salés secs	90	» à 105

MEXIQUE secs	100	» à 125
TRINIDAD salés verts.	68	» à 70
VALPARAISO salés secs { Bœufs.	95	» à 100 N M
{ Vaches.	80	» à 90 N M
— salés verts { Bœufs.	65	» à 69
{ Vaches.	63	» à 65
CHILI secs et avec apprêt.	80	» à 100 » N
CHEVREUX de Buenos-Aires, la douzaine	5	» à 21 » N
CHEVRES et CHEVRETTES —	10	» à 45 » N
CHEVREUX Mexique et Texas —	5	» à 17 » N
CHEVRES et CHEVRETTES, —	8	» à 40 » N
CHEVREUILS Buenos-Aires —	19	» à 24 » N
RAGONDINS. le kil.	4	» à 4 40

Suifs. — STOCK AU 30 JUIN

Bœuf.	1.516 pipes	213 1/2 pipes
Mouton.	320	—
	776.600 N. K.	

DERNIERS COURS.

Bœuf.	51 à 52 fr.	} les 50 kil. acq
Mouton	49 à 50 »	

Crins. — DERNIÈRES VENTES. — Chevaux : bon mélangé, fr. 170 à 175 nominal ; mélangé ord. à bon mélangé (assez bon mélangé), fr. 160 à 165 ; mélangé ordinaire, fr. 152 50 à 157 50 ; petit mélangé (crin court), fr. 115 à 130. — Bœufs ; lavé avec quoirs, fr. 145 à 160 ; non lavé, fr. 120 à 135.

Plumes. — Buenos-Aires : Malgré la rareté des transactions dans les plumes de cette provenance, les détenteurs, en présence du peu de marchandise que nous recevons depuis quelque temps, maintiennent fermement leurs prix.

Bande-Orientale : petite demande pour les besoins de la fabrication. Prix sans variation sensible.

Stock au 31 mai.	146 cais.
Arrivages.	17 —
Ensemble.	163 cais.
Ventes et expéditions	15 —
Stock au 30 juin	148 cais.

Cours : — Paquets : gerbés Bande-Orientale, fr. 15 à 26 ; dito européens, fr. 14 à 18 ; européens marchand. ord., fr. 9 à 12 ; Bahia Blanca (classées), fr. 13 à 15 (nominal) ; indiens qual. bonne et supérieure, fr. 9 à 11 ; indiens qualité secondaire, fr. 6 à 8. — Patagonie, classés, fr. 10 à 12 ; dito en paquets indiens, fr. 7 à 8 50.

Cornes.

20.000 Montevideo saladeros { bœufs.	fr. 76 à »
{ vaches	28 à »
27.000 R.-Grande saladeros vaches.	27 à »
37.000 Montevideo mataderos et campos T. Q.	24 à «
2.000 Santos T. Q.	72 à »
30.000 Mers du Sud T. Q.	30 à 33

L'article en général reste en bonne demande par continuation.

Cours. — Bœufs saladeros : R.-Grande, fr. 72 50 à 76 ; Montevideo, fr. 67 50 à 76 ; B.-Aires, fr. 50 à 60. — Vaches fr. 25 à 28. — R.-Janeiro, fr. 70 à 120 ; Mers du Sud, fr. 27 à 32 ; autres sortes, fr. 10 à 25.

Bordeaux, 28 juillet 1882.

Café. — Situation un peu plus ferme ; Dernières transactions :

Guayra, non gragé, 54 à 58 fr. les 50 K.
— — — 70 à 72 —

Marseille, 28 juillet 1882.

Blés. — Marché sans changement, Tuzelle d'Oran, à 29 25 les 100 kil. di-p. Tendre Bombay blanc, à fr. 27 50 les 100 kil. disp. Irka Berdianska, à fr. 26 50 les 100 kil. disp.

Cafés. — Toujours faibles, on a réalisé 2^e ordin. Rio à 30 fr.

Gènes, 26 juillet 1882.

Laines. — Buenos-Aires et Montevideo mérinos, L. 180 à 200 le quint. ; métis L. 120 à 180 ; lavées L. 220 à 600.

Londres, le 29 juillet 1882.

Meilleures tendances dans les cafés. — Ventes plus faciles et animées ; first ordinary to good first 38 sh. à 48 sh.

Dépêche de New-York, 9 3/4 cts ; égale époque de 1881 12 cts., et de 1880 15 cts.

Anvers, 30 juillet 1882.

La vente publique a commencé le 25 ; les belles qualités seules sont recherchées (les prix sont les mêmes que nous publions du Havre).

Le Havre, le 29 juillet 1882.

CAFÉ

COURS	AUX 50 KIL. ENTREPOT	
	le 29 juillet 1881	le 29 juillet 1882
Brésil		
Rio très ord. et inf.	54 — à 52	32 — à 38
» ord.	43 — à 60	40 — à 43
» bon ord.	62 — à 64	44 — à 48
» fin ord. et sup.	65 — à 72	50 — à 58
» lavé ord. à bon	68 — à 72	60 — à 70
» » fin et supr.	75 — à 85	72 — à 80
» Capitania.	52 — à 56	36 — à 42
SANTOS triage et inf.	40 — à 52	34 — à 38
» très ord. à ord.	54 — à 60	40 — à 46
» bon ord. à fin ord.	62 — à 68	50 — à 60
» sup. et Caracoli.	70 — à 85	65 — à 74
» lavé.	70 — à 85	70 — à 85
BABIA, Valença, Nazareth.	— — à — M	— — à — M
» Moritiba	55 — à 65	40 — à 50
» Caravilas.	— — à — M	— — à — M
Haïti		
Cap, Gonaïves, St-Marc.	64 — à 78TQ	52 — à 60
JACMEL.	63 — à 72TQ	50 — à 56
PORT-AU-PR. et Soute.	61 — à 70TQ	49 — à 53
Jérémie, Cayes et autres.	60 — à 70TQ	48 — à 50
PORTO-RICO	80 — à 110	78 — à 98
PORTO-C ^o et LAGUAYRA	70 — à 75	53 — à 62
DITO GRAGÉS.	80 — à 105	70 — à 95
C. Amérique		
COLOMBIE, Macaraïbo, avañilla, Guayaquil	68 — à 75	55 — à 70
» » gragés.	76 — à 85	72 — à 80
SALVADOR, NICARAGUA	72 — à 76	58 — à 65
DITO gragés.	78 — à 82	70 — à 80
COSTA RICA et GUATEM.	65 — à 75	60 — à 70
DITO gragés.	80 — à 100	74 — à 88
HONDURAS	80 — à 100	70 — à 85
Java.	— — à — M	— — à — M
Padang et Macassar.	75 — à 90	70 — à 85
Manille.	72 — à 76	60 — à 70
Ceylan natif trié.	75 — à 85	65 — à 78
» plantation	— — à — M	— — à — M
Wynard et Malabar.	88 — à 90	72 — à 80
MOKA	95 — à 100	80 — à 90
Mysore	— — à — M	— — à — M

N veut dire nominal.
M veut dire manque en première main.
TQ veut dire tel quel.

Stock, au 29 juillet.

	sacs	fûts
BRÉSIL (Rio, Santos, Bahia et Ceara).	578459	—
HAÏTI (Divers)	245211	—
PORTO-RICO	16909	623
PORTO-CABELLO et LAGUAYRA.	45802	—
INDES (Java, Malabar, Manille, Mysore, Winard et Ceylan).	77636	—
G.-AMÉRIQUE, MOKA et divers et des ENT ^{ts}	72127	926
TOTAUX.	1036144	1549
DITO EN 1881.	792049	1685
DITO EN 1880.	424486	1136

Ventes dans la dernière semaine : 32,200 sacs.
Le Santos à terme est plus ferme ; pour les livraisons décembre à fr. 52. Les prix sont en faveur des vendeurs.

Rio-Janeiro, par télégraphe, le 24 juillet 1882

Marché ferme. — G.-First, 4,000/4,150 — Change : Paris, 448 ; Londres, 21.1/4 — Stock 93,000. — Exportations de la semaine : Canal et Nord, 6,000 ; Méditerranée, 1,000 ; Amérique, 36,000. — Ventes de la semaine : Canal et Nord, 14,000 ; Méditerranée, 1,000 ; Amérique, 40,000. — Recettes journalières, 7,250.

Santos.

Marché calme. Prix nominaux. — Ventes de la semaine : Europe, 11,000 ; Amérique. . . . — Exportations de la semaine : Nord d'Europe, 15,250 ; Amérique, 24,750. — Recettes journalières, 1,700. — Stock, 172,000. — Prix supérieur, 3500/3700.

Arts, sciences et faits divers.

Les grands travaux publics ne sont pas l'apanage exclusif des pays étrangers à la France ; nous sommes en présence d'un projet immense.

Nous voulons parler du canal maritime de l'Océan à la Méditerranée.

Le ministre des travaux publics adresse au président de la République un rapport dans lequel se trouve l'exposé suivant de l'affaire :

Une société d'études, constituée sous la présidence de M. le sénateur Duclerc, a présenté à l'administration des travaux publics, il y a deux ans, un avant-projet, dressé par M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, Godin de Lépinay, pour l'établissement d'un grand canal maritime de l'Océan à la Méditerranée.

D'après cet avant-projet, le canal entre Bordeaux et Narbonne aurait 407 kilomètres de longueur, 8 mètres 50 de tirant d'eau, une largeur au plafond de 56 mètres en simple voie et de 80 mètres en double voie. Il comporte 61 écluses rachetant une pente totale de 304 mètres, dont 152 à la montée et autant à la descente. La dépense est évaluée par l'auteur du projet à 550 millions de francs.

Le canal projeté serait ouvert aux plus gros vaisseaux de la marine militaire. Il leur éviterait les difficultés du passage par le détroit de Gibraltar, et permettrait, en cas de guerre, la réunion de nos flottes dans l'une ou l'autre mer, en dehors de toute atteinte de l'ennemi. Partant de Bordeaux, il aboutirait à un point du littoral méditerranéen vers Narbonne.

Une commission fut nommée qui, au point de vue des dépenses probables, arriva à des données bien différentes ; elle estime les dépenses de l'ensemble de l'entreprise à un milliard et demi (1,500,000,000 fr.).

Dans ces conditions, cette commission se refuse pour émettre un avis, et le ministre propose la nomination d'une commission « chargée d'élucider les questions politique, économique, financière et technique que soulève l'œuvre colossale dont il s'agit, et de formuler son opinion sur la suite que comporte la proposition de M. le sénateur Duclerc. »

Aussitôt après la dernière guerre, l'Allemagne refit en entier son matériel d'artillerie de campagne. Celui-ci consiste aujourd'hui en canons en acier se chargeant par la culasse, et de deux calibres différents : le canon lourd, dit de 9 centimètres, ayant un calibre de 88^{mm}5, et le canon léger, dit de 8 centimètres, ayant un calibre de 78^{mm}6. Tous deux lancent, à des distances maxima de sept kilomètres, des obus pesant respectivement 5 kilogrammes pour le canon léger et 7 kilogrammes pour le canon lourd.

La transformation de l'artillerie de campagne allemande était déjà effectuée, quand le gouvernement français entreprit l'amélioration du matériel de 5 et de 7 (pièces en bronze se chargeant par la culasse), dont le colonel (depuis général) de Reffye était l'inventeur.

Le ministre posa comme condition essentielle que les canons à adopter seraient supérieurs à ceux des Allemands en puissance destructive et en justesse, les portées pouvant n'être que simplement égales.

Ces conditions sont rigoureusement et fort heureusement remplies par les canons aujourd'hui en service dans l'artillerie française. Ils sont en acier, fabriqués par les procédés et d'après les tables de construction du lieutenant-colonel de la Hittole ; ils se chargent par la culasse et se ferment à l'aide d'un obturateur dû au colonel de Bange.

Notre artillerie de campagne ne comprend, comme l'artillerie allemande, que deux calibres : le canon de 90 millimètres (supérieure, comme calibre, de 1^{mm}5 au canon lourd allemand) et le canon de 80 millimètres (supérieur aussi de 1^{mm}5 au canon léger allemand). Ces pièces sont ainsi dénommées parce que leur calibre est de 90^{mm} et de 80^{mm}. Elles tirent des obus pesant, pour le 90, 8 kilogrammes et, pour le 80, 5 kilogr. 5. Le maximum de portée est de sept kilomètres.

Le 90 pèse 530 kilogrammes ; il sert à armer les batteries divisionnaires et celles de corps d'armée, dites, en langage technique, batteries montées, parce que les servants, qui sont ordinairement à pied, peuvent, au besoin, monter s'asseoir sur les coffres des caissons et être ainsi transportés, en même temps que les pièces, aux allures vives. Le 80 ne pèse que 425 kilogrammes ; il sert à armer les batteries

marchant avec la cavalerie et dites batteries à cheval, parce que les servants suivent les pièces à cheval et ne mettent pied à terre que pour servir les canons pendant le combat.

Nos pièces de campagne sont montées sur des affuts en fer, et fixées, à l'aide de chevilles décrochables à volonté, à des voitures à deux roues dites avant-train; le tout attelé de six chevaux.

Les unes et les autres ont le même système de fermeture, consistant en un mécanisme de culasse, composé lui-même d'un volet en acier, mobile autour d'une charnière, et tenu fermé à volonté par un loquet. En son centre, le volet est percé d'un trou dans lequel se meut une énorme vis en acier, à filets interrompus, appelée vis de culasse. Quand on veut boucher la culasse pour faire partir le coup, on ferme d'abord le volet; on pousse ensuite la vis de culasse dans le sens de l'axe de la pièce, puis on lui fait exécuter un quart de tour à droite, de manière que les filets de la vis viennent s'engager dans d'autres filets interrompus et de même forme, dont est garni l'arrière canon.

Dans cette position, le mécanisme de fermeture est invariablement fixé au canon. Quand la charge de poudre détonnera, le projectile sera forcément lancé vers la bouche de la pièce. Mais, si les choses restaient en cet état, les gaz provenant de la conflagration de la poudre s'échapperaient en partie par l'arrière, produisant des *crachements* qui seraient gênants pour les servants et diminueraient la force de projection. On a évité ces crachements en complétant le système de fermeture par une galette annulaire en amiante imbibée de suif. Celle-ci, qui est élastique comme le caoutchouc, mais moins inflammable, se trouve, au moment de l'explosion, comprimée entre la vis de culasse et le champignon métallique d'une tête mobile en acier. Ainsi serrée entre deux corps résistants, la rondelle d'amiante s'aplatit, augmente de diamètre, comme fait la rondelle en caoutchouc du fusil chassepot, vient s'appliquer hermétiquement contre les parois du canon et ferme toute issue aux gaz vers l'arrière.

Dès que le projectile est sorti, la galette d'amiante, redevenue libre, reprend sa forme primitive. On peut alors très facilement tourner la vis, ouvrir le volet et charger de nouveau.

On n'imagine rien de plus ingénieux, ni en même temps de plus solide, que ce système d'obturation. Il est infiniment supérieur aux systèmes à coin et à double coins, en usage en Allemagne et à l'étranger. L'artillerie française retiendra avec honneur le nom de son inventeur, le regretté colonel de Bange, que la maison Cail et C^o, de Paris, vient d'enlever à l'armée, pour lui confier la direction de ses immenses ateliers.

* *

Dans ses derniers numéros, la *Revue militaire de l'étranger* a fait mention des expériences d'aérostation que l'on poursuit en Allemagne depuis quelque temps. Cette question est de même actuellement l'objet d'études en Russie. Voici, en effet, ce que rapportait à ce sujet la *Deutsche Heeres Zeitung* du 15 mars dernier :

Le professeur Baranovski, aéronaute russe, a construit dernièrement un appareil de navigation aérienne dont la forme est tout à fait analogue à celle d'un oiseau. Cet appareil consiste en un cylindre, dans lequel on a ménagé l'espace nécessaire pour installer une machine à vapeur et en faire commodément le service; deux personnes peuvent y prendre place. On a fixé deux roues sur les côtés de l'appareil et une à l'arrière; elles sont semblables à des ailes de moulin à vent; c'est leur rotation rapide qui détermine le mouvement de l'aérost, soit verticalement, soit horizontalement. A une extrémité du cylindre se trouve un prolongement ayant la forme d'une rame et jouant le rôle de gouvernail pour assurer la direction du système. Deux ailes placées de chaque côté du cylindre frappent l'air vigoureusement, et ont pour effet de déterminer tout d'abord un mouvement d'ascension et de maintenir ensuite tout l'appareil en l'air. Afin d'économiser le combustible de la machine à vapeur, on peut aussi employer une voile.

Pour que cet aérost puisse s'élever, il faut qu'il coure d'abord sur le sol pendant un certain temps; aussi est-il pourvu de roulettes qu'on laisse en arrière dès que l'appareil commence à voler. La tête mobile de l'oiseau, auquel ressemble le système est organisée de façon à régler l'entrée de l'air nécessaire à la respiration des hommes et à la combustion dans le foyer qui assure le fonctionnement du moteur à vapeur. Le principe de ce nouvel aérost semble avoir beaucoup d'analogie avec celui de l'appareil de M. Baumgarten, que l'on a récemment essayé à Charlottenburg. Les expériences faites sur un petit modèle, construit

d'après le système du professeur Baranovski, ont donné des résultats excellents.

* *

A l'occasion du projet de suppression de l'impôt sur le papier, impôt rétrograde s'il en fût, véritable étouffoir de l'instruction publique, qui, depuis 1871, met un droit de dix francs par cent kilogrammes sur les papiers à écrire et à imprimer, et de vingt francs par cent kilogrammes sur le papier employé à l'impression des journaux et autres publications périodiques assujetties au cautionnement — le ministère des finances s'est livré à une enquête sur la production du papier dans le monde entier.

Il résulte de cette enquête qu'il existe actuellement 3,985 manufactures répandues sur la surface du globe, et que ces manufactures produisent annuellement 952 millions de kilogrammes de papier, fait de toutes sortes de matières.

On sait que toute espèce de matière fibreuse, filamenteuse ou textile peut être employée à la préparation de ce produit précieux, sans lequel, bien certainement, la découverte de l'art de l'imprimerie n'eût pas eu l'influence si considérable qu'elle a exercée sur les sociétés modernes.

La moitié environ de ces 952 millions annuels de kilogramme de papiers, soit 476 millions de kilogrammes, est utilisée pour l'imprimerie proprement dite.

Les journaux emploient à eux seuls, annuellement, plus de 300 millions de kilogrammes, ce qui fait quotidiennement environ 822,000 kilogrammes. Il est à remarquer que la consommation de papier pour l'impression des journaux a augmenté de près d'un tiers depuis moins de dix ans.

Les gouvernements consomment annuellement, pour leurs services administratifs, 100 millions de kilogrammes de papier; les écoles, 90 millions; le commerce, 120 millions; l'industrie, 90 millions; les lettres et correspondances privées, 52 millions.

Enfin, comme dernier détail intéressant, nous dirons que le nombre des hommes, femmes ou enfants employés dans l'industrie de la fabrication du papier, dépasse aujourd'hui 192,000.

Mouvement maritime de steamers entre l'Europe et l'Amérique latine.

DU 1^{er} AU 15 AOUT*En partance.*

- Août 1^{er} *Minho*, Southampton, Lisbonne, Pernanbuco, Maceio, Bahia, Rio de Janeiro et Santos.
- 2. *Nile*, Southampton, Antilles, Vera-Cruz et ports du Pacifique (nord et sud).
- 2. *Bernard*, Lisbonne, Maranhao et Ceará.
- 3. *Congo*, Bordeaux, Coruna, Lisbonne, Dakar, Rio, Montevideo et Buenos-Aires.
- 6. *Lafayette*, Saint-Nazaire, la Guadeloupe, Martinique, la Guayra, Puerto Cabello, Sabanilla et correspondances pour le Pacifique.
- 7. *Dom Pedro*, Havre, Montevideo et Buenos-Aires.
- 9. *Elbe*, Southampton, Cherbourg, Lisbonne, Pernanbuco, Bahia, Rio, Santos, Montevideo et Buenos-Aires.
- 11. ... Southampton, Antilles, Vera-Cruz et ports du Pacifique (nord et sud).
- 12. *Iberia*, Bordeaux, Carril, Vigo, Lisbonne, Rio de Janeiro, Montevideo et Pacifique.
- 14. *Bearn*, Marseille, Rio, Montevideo et Buenos-Aires.
- 14. *Weser*, Anvers, Montevideo et Buenos-Aires.

Attendus.

- Août 1^{er} *Patagonia*, à Bordeaux, venant du Pacifique, La Plata et le Brésil.
- 2. *Belgrano*, au Havre, venant du Brésil.
- 2. *Ville de Rio Janeiro*, au Havre venant de La Plata.
- 3. *Orénoque*, à Bordeaux, venant de La Plata et du Brésil.
- 10. *Pampa*, au Havre, venant de La Plata.
- 12. *V. de Santos*, au Havre, venant du Brésil.
- 14. *Valparaiso*, à Bordeaux, venant du Pacifique, La Plata et le Brésil.
- 15. *Navarre*, à Marseille, venant de La Plata et du Brésil.

Sceaux. — Typographie et stéréotypie de Charaire et Fils.

THE NEW LONDON AND BRAZILIAN BANK

LIMITED

Capital social : £ 1,000,000, dont £ 500,000 versées

FONDS DE RÉSERVE : £ 165,000

SIÈGE SOCIAL : 2, OLD BROAD STREET
London E. C.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. John White Cater, *Président* ;L'honorable Pascoe Charles Glyn, *Vice-Président*.

MM. James Alexander, Edw. Lonsdale Beckwith, John Hollocombe,	MM. Charles Edward Johnston, Charles Day Rose, William Freer Scholfield.
--	---

Directeur : John BEATON

SUCCURSALES :

Rio Janeiro

Pará,
Pernambuco,
Bahia,
Santos,
São Paulo,Rio Grande do Sul,
Montevideo,
Lisbonne,
Porto.

AGENCES :

A PARIS :	J.-H Schröder et C ^o ;
A HAMBOURG :	MM. Mallet frères et C ^o ;
A NEW-YORK :	Fabbri et Chauncey, Morton Bliss et C ^o .

AU BRÉSIL :

Ceara, Maranhão, Pelotas, Porto Alegre.

EN PORTUGAL :

Amarante, Braga, Coimbra, Faro, Figueira,
Lagos, Guimarães, Portimão, Setubal, Silves,
Sines, Tavira, Vianna, Villa Real.

A LA PLATA :

Buenos-Aires.

Cette Banque fait toutes sortes d'opérations de
Banque avec les pays ci-dessus nommés.Pour tout autre renseignement s'adresser à la Banque
2, OLD BROAD STREET, LONDON, E. C.

JOSÉ DE CARABASSA ET C^o BUENOS-AIRES

157, Rue Cangallo, 157.

ON PAYE :

Dépôts en compte courant à vue, mon. légale. . .	3 % par an.
— — — — — à 30 jours. . .	4 % —
— — — — — à 60 et 90 jours. . .	5 % —
Dépôts en compte courant à vue, en or.	2 % —
— — — — — à 30 jours. . .	3 % —
— — — — — à 60 et 90 jours. . .	4 % —
— — — — — plus longue éch ^e . . .	convention.

ON RECOUVRE :

Avances en compte courant, en mon. légale. . .	10 % par an
— — — — — en or.	10 % —

L'escompte de lettres de change et billets est
conventionnel.

LETTRES DE CHANGE

On tire : sur 600 villes d'Espagne ; — sur
40 villes de France : Londres, Jersey, Liverpool,
Hollande, Belgique, Allemagne, Russie, Tur-
quie, Danemark, Suède, Norvège, Roumanie,
Autriche, Lisbonne, Oporto, 70 villes d'Italie et
35 de Suisse.

LETTRES DE CRÉDIT

Sur les principales villes de l'Europe, tant
pour voyageurs que pour achats de mar-
chandises ; — la commission n'est perçue que
sur les sommes dont on aura disposé.Les Bureaux sont ouverts : de 10 heures du matin
jusqu'à 4 heures du soir, et les samedis jusqu'à
5 heures. — Buenos-Aires, le 1^{er} avril 1882.

LA NATIONALE

C^{ie} d'Assurances sur la Vie

Ancienne COMPAGNIE ROYALE

ÉTABLIE A PARIS

Rue de Grammont et rue du 4 Septembre, 18

FONDS DE GARANTIE :

DEUX CENT DEUX MILLIONS

COMPAGNIE DE VAPEURS

" BRAZIL AND RIVER PLATE "

TOUCHANT A LISBONNE ET A MADÈRE

DÉPARTS RÉGULIERS CHAQUE MOIS DE LIVERPOOL,
LONDRES ET ANVERS.

DE LIVERPOOL :

Les 5 et 19 de chaque mois, pour *Montevideo*,
et *Buenos-Aires* (direct).Les 12 et 26 de chaque mois, pour *Montevideo*,
Buenos-Aires, *San-Nicolas* et *Rosario* (direct).

DE LONDRES (VOIE ANVERS)

(Avec la malle royale belge)

Les 6, 16 et 26 de chaque mois pour *Rio de*
Janeiro, *Montevideo* et *Buenos-Aires*.En cas de quarantaines à la Plata pour pro-
venances de l'Empire les vapeurs ne toucheront
pas au Brésil.Excellentes cabines et service pour passagers
de 1^{re} classe ; aussi de 3^e.Pour conditions de frets et passages, s'a-
dresser :LONDRES : Arthur Holland and C^o, 17, Leadenhall. E. C.

ANVERS : Kennedy and Hunter.

LIVERPOOL : Lamport and Holt.

L'UNION

COMPAGNIE D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE

et sur la Vie humaine

FONDÉE EN 1828 ET 1829

Sinistres payés depuis l'origine de la Compagnie Incendie

CENT CINQ MILLIONS

Garanties de la Compagnie Vie :

SOIXANTE-CINQ MILLIONS

Assurances sur la Vie entière, Mixtes, à Terme fixe
RENTES VIAGÈRESPour tous renseignements et tarifs,
s'adresser à PARIS,

15, rue de la Banque, 15

ET DANS LES DÉPARTEMENTS A MM. LES AGENTS DE LA COMPAGNIE.

CAISSE DE REPORTS

DE LA SOCIÉTÉ NOUVELLE

Société anonyme. — Capital 20 millions

52, rue de Châteaudun, Paris.

Les reports sont des prêts sur titres, garantis :
1^o par les titres reportés, 2^o par les Agents de change
ou banquiers intermédiaires. Les reports faits pour
le compte de ses clients par la Société Nouvelle sont
en outre, garantis par cette dernière, qui conserve
dans ses caisses les titres reportés pendant toute la
durée du report, et est responsable des fonds pla-
cés par elle en reports.Toute somme, depuis celle de 100 fr., peut être
déposée à la Caisse de Reports de la Société Nou-
velle.Les fonds déposés sont employés en reports à la
liquidation qui suit la date du dépôt.Intérêt net bonifié aux déposants :
Pour le mois d'avril. 6.35 0/0 l'an.Envoi franco, sur demande, de la Notice sur les
Opérations de Reports.

LE JOURNAL DES TIRAGES FINANCIERS

(11^e Année)

PARIS — 18, Rue de la Chaussée-d'Antin, 18 — PARIS

PROPRIÉTÉ DE LA

SOCIÉTÉ FRANÇAISE FINANCIÈRE

(SOCIÉTÉ ANONYME)

Capital : VINGT-CINQ MILLIONS de francs

Est indispensable à tous les Porteurs de Rentes, d'Actions et d'Obligations. — Très complet.
— Parait chaque Dimanche. — 16 pages de texte. — Liste officielle des Tirages. Cours des Valeurs
cotées officiellement et en Banque. — Comptes-rendus des Assemblées d'Actionnaires. — Etudes
approfondies des Entreprises financières et industrielles et des Valeurs offertes en souscription
publique. — Lois, Décrets, Jugements intéressant les porteurs de titres. — Recettes des Chemins
de fer, etc., etc.

L'ABONNÉ A DROIT :

AU PAIEMENT GRATUIT DE COUPONS A L'ACHAT ET A LA VENTE DE SES VALEURS
sans Commission

Prix de l'abonnement pour toute la France et l'Alsace-Lorraine

UN FRANC PAR AN

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste